

l'Anticapitaliste

n°369 | 2 février 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

UN OUVRIER CANDIDAT CONTRE LE MONDE DES POLITICIENS



POUTOU DOIT EN ÊTRE

Dossier

CHINE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le sale air des patrons
et du gouvernement
Page 2

PREMIER PLAN

Syrie: un pays sous
occupation
Page 2



ACTU SOCIALE

PSE à Vivarte: entretien avec Arnaud
Moujot, délégué syndical central SUD
Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec David Finkel sur
le mouvement anti-Trump aux USA
Page 12



édito

Par HENRI WILNO

Le sale air des patrons et du gouvernement

Le service statistique du ministère du Travail a publié une étude sur les salaires dans le secteur privé et les entreprises publiques intitulée « *un regain de pouvoir d'achat dans l'industrie et les services* ». Formule pompeuse pour une augmentation du pouvoir d'achat de 0,5% en 2014... après deux années de recul.

En fait, ce que cette étude montre surtout, c'est la persistance d'inégalités importantes. D'abord, la hausse est cantonnée aux salariés les plus stables : les précaires (ceux qui ont changé de poste) voient leur pouvoir d'achat continuer de reculer et, avec les nouveaux salariés, ils ont des salaires sensiblement plus bas. Sous cet angle, l'enquête confirme la pression du patronat sur les salaires des jeunes et sur ceux des CDD, intérimaires, etc. Si le salaire moyen est de 2225 euros net pour un temps plein, il est tiré vers le haut par les salaires les plus élevés car, en réalité, un salarié à temps plein sur deux gagne moins de 1783 euros net. De plus, les écarts de salaires restent importants entre hommes et femmes (18,6% en 2014). Ils sont particulièrement élevés dans le secteur des activités financières et d'assurance (-38,8%) et dans l'ensemble des autres activités de services (-26,3%).

Les salaires des entreprises petites et moyennes sont plus faibles que dans les grandes. L'évolution des salaires est différenciée selon les branches (la construction est encore en recul) et, dans l'industrie, si la moyenne progresse, c'est en grande partie du fait des salaires des cadres...

Si les dividendes se portent bien, les salaires ne suivent pas, ou alors chichement. Et, en 2014, les effectifs ont continué de reculer. Une autre étude du ministère du Travail souligne que le CICE n'a eu aucun effet positif décelable sur les salaires, une étude antérieure montrant que l'impact sur l'emploi était au mieux dérisoire.

Ce n'est donc pas de la bonne volonté des entreprises, ni de cadeaux supplémentaires aux patrons, ni bien entendu des entourloupes mises en avant par Fillon et Macron pour diminuer les cotisations sociales salariés (qui constituent bien une partie du salaire), qu'il faut attendre du mieux pour le monde du travail. Pour que sonne l'heure des salaires, la seule voie reste la mobilisation.

BIEN DIT

Gwen Mallauran doit comparaître (...) devant la 29^e chambre du TGI de Paris pour avoir « outragé » verbalement le préfet de région J-F Carencio (...). Le 4 novembre dernier se déroulait, à grands renforts médiatiques, l'ultime démantèlement gigantesque d'un campement de réfugiés autour de la place Stalingrad à Paris, présenté comme une mesure favorable à leur accueil et à leur dignité. Seule face à l'hypocrisie de cette mise en scène, elle a manifesté sa colère. (...) Nous savons trop que cette solitude résulte de nos difficultés à nous regrouper sur tous les fronts : nous ne voulons pas la laisser seule face à la répression. Nous réclamons l'arrêt de toutes les poursuites à l'encontre de Gwen Mallauran.

Extrait de la pétition « Pour les exiléEs, contre la démesure pénale : pétition en soutien à Gwen Mallauran » signée entre autres par MATHIEU AMALRIC, ETIENNE BALIBAR, CHRISTINE DELPHY, ANNIE ERNAUX et JACQUES TARDI.

À la Une

Un ouvrier candidat contre le monde des politiciens POUTOU DOIT EN ÊTRE

Le cirque des primaires, de droite puis de « gauche », est passé... Le capitalisme n'a pas à trembler, il sera bien protégé!

Il y a quelques mois, comme une entrée en matière de ce qui allait nous attendre, on nous a d'abord bassinés avec Macron et sa politique autrement... alors qu'il est comme tant d'autres politiciens un serviteur assidu des patrons et des financiers qu'il a bien contentés quand il était ministre. Il arrive à nous dire malgré tout, les yeux dans les yeux, qu'il ne serait ni de droite ni de gauche... après avoir contribué, entre autres, à la généralisation du travail dominical.

Fillon, la droite exemplaire... des magouilles et des affaires

Puis, certainement pour continuer à nous faire rire, la primaire de la droite est arrivée. Évidemment, après un quinquennat comme celui d'Hollande qui a distribué des milliards d'euros au patronat, fait voter la loi travail et expulsé plus de sans-papiers que sous le mandat de Sarkozy, il fallait pour la droite monter d'un cran dans la réaction. Voilà donc sorti du bois le vertueux Fillon, adepte de la Manif pour tous qui veut « défendre les valeurs françaises » et les partager « avec tous ceux qui dans leurs différences, aiment la France »...

Logiquement, il a donc décidé d'appliquer ses valeurs à sa famille. Et voilà donc que le gars, droit dans ses bottes, le candidat exemplaire de la droite à la présidentielle, se trouve pris les mains dans le pot de confiture. Mercredi dernier, une enquête préliminaire a donc été ouverte par l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales avec, comme chefs d'accusation « détournement de fonds publics, abus de biens sociaux et recel

AFFAIRE PÉNÉLOPE FILLON



CHARMAG

de ces délits»... Et pourquoi? Parce qu'il semble que le poste d'attachée parlementaire de Pénélope Fillon, femme de François, ainsi que son poste de collaboratrice à une revue aient été fictifs! Par contre, ce qui n'est pas fictif, c'est l'indécence des sommes qu'elle aurait touchées : un petit salaire de départ à 3900 euros brut pour finir à 7900 euros. Pas si mal, surtout si c'était pour buller pendant une dizaine d'années... Le compte est bon!

Hamon croit-il vraiment qu'il va nous refaire le coup?

Pour finir, Hamon est donc sorti gagnant de la primaire du PS et de ses alliés grâce paraît-il à son profil « plus à gauche ». Et il faut avouer qu'il a plutôt bien rusé le Benoît, à tel point

qu'il a même failli nous faire croire qu'il était dans les cortèges de tête des manifs contre la loi travail ou qu'il a bloqué des raffineries au printemps dernier, tellement il a voulu se démarquer du gouvernement Hollande. Bien sûr, il était moins risible dans sa tâche que Valls qui nous a dit main sur le cœur que lui président, c'en serait fini du 49-3, après en avoir usé trois fois en quelques mois! Mais pourtant, nous n'avons pas la mémoire courte : Hamon a participé à ce quinquennat, il a même été ministre à deux reprises, dont celui de l'Éducation nationale, et comme à Hollande, on a toujours aujourd'hui envie de lui demander où sont les 60 000 postes annoncés? Alors, Hamon essaye de nous endormir : un revenu universel de 750 euros pour tous. Mais qui pourrait vivre avec

une telle somme? Et pour prétenduement « résorber la grande précarité »? Pour Hamon, une mesure vraiment radicale serait donc de nous laisser moyennement précaires, voire pour les plus chanceux petitement précaires, et de nous résoudre au chômage de masse, aux bas salaires et aux licenciements comme moyens de pression permanent sur les salariés et la jeunesse.

À nous de leur infliger une bonne claque sociale!

C'est sur toutes ces vaines promesses sociales et cette réaction décomplexée que se développe la gangrène du Front national. C'est pourquoi, dès maintenant, nous devons préparer le premier tour social. Celui qui, avant l'élection présidentielle, donnera le ton ; celui de celles et ceux qui usent réellement leur vie, qui la passent à se tuer au boulot pour des salaires de misère ; celui de notre camp social qui n'a que sa force de travail pour survivre.

Nous avons expérimenté au printemps dernier les premiers signes de convergence de lutte. Un an plus tard, montrons à tous ces profiteurs professionnels, capables de nous promettre la lune dans leur programme et de nous faire suer sang et eau quand ils sont au pouvoir, que ce n'était qu'un tour de chauffe. Salariés de la FNAC des Champs-Élysées à Paris, hospitaliers de la clinique des Ormeaux à Tarbes, étudiantEs contre les fusions des universités, enseignantEs de l'éducation prioritaire, salariés de Pôle emploi (appelés à se mettre en grève les 6 et 7 mars) ou bien encore les personnels de la santé (appelés eux aussi à la grève le 7 mars)... Maintenant c'est toutEs ensemble qu'il faut y aller, reprenons la rue! C'est ce message que Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle, portera durant toute la campagne.

Denise Sarraute

SYRIE

Un pays sous occupation

La chute d'Alep-est, mi-décembre, aujourd'hui entre les mains du régime d'Assad, a révélé un tournant du soulèvement syrien, avec une nouvelle entente russo-turque sur le dos des populations mobilisées.

Des informations convergentes confirment que la Turquie a usé de son influence sur les groupes islamistes qu'elle soutient pour que ceux-ci se retirent d'Alep-est, permettant la chute finale de ces quartiers. Ce virage d'Erdogan lui a permis une intervention militaire

directe au nord d'Alep sous prétexte de chasser Daesh, mais en fait pour empêcher toute tentative d'autonomie kurde au nord de la Syrie (Rojava). En contrepartie, la Turquie ne pose plus le départ d'Assad et de ses proches comme condition préalable à toute solution politique.

Accord entre puissances

Un accord-cadre entre les trois puissances les plus impliquées en Syrie (la Russie, la Turquie et l'Iran) a été établi, axé sur l'arrêt des combats, excepté contre Daesh et Jabhat al-Nusra, et l'ouverture de négociations entre le régime et les factions armées soutenues par la Turquie, le tout sous la bannière de la lutte contre le terrorisme... Le 29 décembre 2016, le gouvernement Erdogan a convoqué

les chefs d'une trentaine de groupes « islamistes » armés pour leur signifier le changement des priorités de la politique turque et leur imposer de signer une déclaration de cessez-le-feu que la Russie et la Turquie ont déjà préparé. De son côté, la Russie a fait pression sur l'Iran et le régime d'Assad pour l'accepter. Les effets de cet accord n'ont pas tardé à se manifester, créant un nouveau clivage au sein des groupes armés islamiques, entre ceux qui acceptent ou n'acceptent pas de se dissocier de Jabhat al-Nusra.

Parodies de négociations

Une première conférence de négociation a été convoquée à Astana, la capitale du Kazakhstan le 23 janvier. Le régime syrien s'est trouvé face à

une délégation de chefs de guerre des groupes majoritairement islamiques soutenus par la Turquie, dirigée par Mohamed Aloush, le chef de guerre de Jaysh al-Islam. Aucune formation politique de l'opposition syrienne n'y a été invitée. Deux questions ont été discutées : la prolongation du cessez-le-feu et la lutte contre le terrorisme. La Russie a envoyé, aussi bien au régime qu'à tous les groupes d'opposition, la « proposition » d'une nouvelle Constitution de la Syrie, et choisit les groupes de l'opposition invités à Moscou.

Les forces politiques syriennes ne sont plus invitées aux conférences concernant l'avenir de leur pays que pour signer des accords imposés par les puissances impérialistes et régionales. La Coalition nationale et la Haute Commission de négociations, soutenues, en principe, par l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et les pays occidentaux, sont

Un monde à changer

NOS MAMIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS. Le magazine *Que choisir* notait en septembre 2014 que, selon les informations collectées par ses enquêteurs, une place dans une maison de retraite coûtait en moyenne 2130 euros par mois. Un montant largement supérieur au montant moyen des retraites (1288 euros bruts, selon le ministère des Affaires sociales, avec une forte inégalité au détriment des femmes). Mais le montant de la facture varie considérablement selon les régions et le statut de l'établissement. En France, sur le « marché » de la retraite, le privé gagne du terrain. Et on y retrouve les mêmes dynamiques que dans les autres activités soumises à la loi du capital. Nombre de petites maisons de retraite indépendantes sont passées dans l'orbite des grands groupes qui n'hésitent pas à faire étalage de leur bonne situation financière. Ainsi, le groupe Korian, coté en bourse et première entreprise européenne dans le secteur, affiche une croissance moyenne annuelle de 20% de son chiffre d'affaires entre 2005 et 2014.

Les autres groupes comme ORPEA et DomusVi vantent également leur bonne santé financière. Beaucoup de personnes âgées et leur famille sont confrontées aux difficultés nées du vieillissement. Et ce d'autant plus si celui-ci s'accompagne de graves problèmes de santé. En préalable à chaque décision rognant un peu plus sur les retraites, sont agitées des statistiques sur le vieillissement de la population française. Le ministère des Affaires sociales estime à environ 1,2 million le nombre de personnes âgées dépendantes en France, et les générations nombreuses du « baby-boom » d'après-guerre arriveront à l'âge de 80 ans vers la fin des années 2020. Logiquement, il va falloir augmenter de manière substantielle le nombre de places nécessaires et les moyens mis sur la table. En 2007, Olivier Besancenot, candidat à la présidentielle, revendiquait l'instauration d'un « service public du 4^e âge ». C'est toujours, et plus que jamais, d'actualité.

HAMON Une victoire... et quelques emmerdes

Au vu de son impopularité, Hollande n'avait même pas osé se présenter à la primaire. Et son ex-Premier ministre vient logiquement de se prendre une sacrée raclée ! Une nouvelle preuve du désaveu, par l'électorat socialiste même, de la politique antisociale et antidémocratique menée contre les salariéEs, comme l'avait illustré le passage en force de la loi travail mis en œuvre par Valls. Le candidat du pouvoir n'y retournera donc pas pour continuer la sale besogne, et personne ne va le pleurer.

Il a gagné... et puis après ?

Une nouvelle tâche s'offre au désormais candidat officiel du PS à l'élection présidentielle : « rassembler les socialistes car c'est ma famille », y compris donc les pro-Valls et les secteurs les plus droitiers du parti. Et même sans doute plus largement puisque dès dimanche soir, Hamon faisait au candidat d'EÉLV, Jadot, et à celui de la France insoumise, Mélenchon, la proposition de construire ensemble une « majorité gouvernementale cohérente »... Il a bien compris qu'il y avait trop de candidats à gauche pour espérer sortir de la nasse. Le candidat élu à la primaire écologiste (dont la candidature est affaiblie par le choix de la primaire) a réagi dès lundi matin, invitant Hamon « à s'émanciper d'un Parti socialiste qui n'a jamais fait sa conversion écologiste ». Il s'est aussi interrogé sur le

Hamon a largement remporté la primaire socialiste avec 58,65 % des voix. L'ancien ministre de l'Éducation de Hollande a lancé sans attendre un appel au rassemblement des factions de son parti et de toute la gauche. Mais c'est pas gagné...

ABRACADABRA, VOILA LE CANDIDAT DES SOCIALISTES



terme de « cohérence » employé par Hamon mais sans fermer totalement la porte en indiquant : « Est-ce que Benoît Hamon va faire le nouveau François Hollande de la synthèse ? Ou est-ce qu'il est prêt avec nous à la grande aventure, à la grande aventure écologique et sociale ? » La partie s'annonce plus compliquée avec Mélenchon qui n'entend aucunement laisser la place, même de candidat, à son ancien collègue

socialiste. Comme l'indique son directeur de campagne, « si on avait eu l'intention de rallier le vainqueur du PS, on aurait participé à la primaire ». Mais sans doute que Mélenchon pourrait se laisser convaincre si Hamon passe le 1^{er} tour, indiquant : « Que pour désigner son candidat, le PS ait préféré nos mots à ceux de son propre gouvernement, est un fait qui donnera ses fruits le moment venu... » Le suspense est insoutenable.

Synthèse impossible ?

Le principal défi de Hamon reste de rassembler « sa famille »... et d'éviter qu'une partie des élus socialistes rejoigne Macron. Avant même le vote du second tour, à l'initiative du député européen Gilles Savary, une tribune dont le sens politique était de se rallier à la candidature Macron était mise en circulation parmi les parlementaires socialistes (tribune finalement publiée par *le Monde* mardi matin). Et dès dimanche soir, Macron enregistrerait ses premiers ralliements. Réunis mardi matin, seize députés et un sénateur, des néo-« Frondeurs » anti-Hamon qui composent le Pôle des Réformateurs du Parti socialiste, n'excluaient pas d'utiliser leur « droit de retrait » et de ne pas participer à la campagne officielle du PS si le candidat choisi lors de la primaire ne propose pas ces prochaines semaines « les éléments pour nous rassembler »... Dans le même sens, Hamon est aussi sous la pression de Cazeneuve rencontré lundi. Vainqueur au point, mais perdant sur le programme ? La suite le dira. Valls est, lui, en embuscade, et sera candidat aux législatives. Avec pour tout ce petit monde un unique objectif... le prochain congrès du PS. Les couteaux sont sortis... Ils ne sont pas prêts d'être rangés !
Sandra Demarçq

Le chiffre

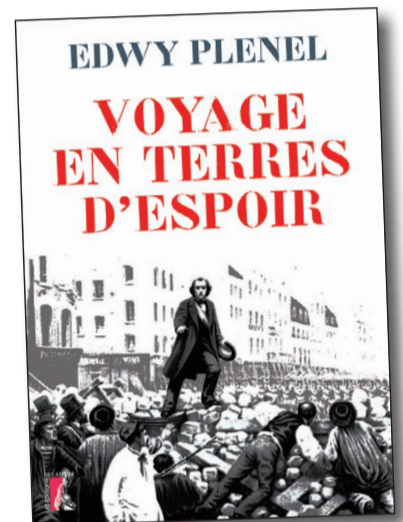
15 C'est le nombre de passagers qu'Air France a refusé d'embarquer en direction des États-Unis, en application du décret Trump interdisant l'entrée dans le pays de ressortissants de sept pays majoritairement musulmans. Et la direction d'Air France de plaider que « Comme toute compagnie, nous nous conformons aux exigences d'entrée sur le territoire des pays que nous desservons »...



Agenda

Mardi 14 février, réunion publique de la Société Louise-Michel, Paris.

Le Maitron avec Edwy Plenel autour de son livre *Voyage en terres d'espoir*, à 19h au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e.



NO COMMENT

J'ai parlé hier avec des gens très haut placés dans le renseignement. Je leur ai demandé « Est-ce que la torture marche ? » La réponse était oui. Si je pense, moi, que ça marche ? Je le pense, absolument. (...) Face au terrorisme, il faut combattre le feu par le feu.

DONALD TRUMP, interrogé sur la chaîne ABC News, mercredi 25 janvier.

de plus en plus marginalisées, leur existence est devenue fantomatique et corrompue...

Un ressort populaire reste possible

Le mouvement populaire ne s'est pas encore relevé de six ans de souffrances et d'immenses dégâts socio-économiques et humains infligés par la guerre totale menée par le régime criminel d'Assad. Les comités populaires de coordination des luttes sont affaiblis et atomisés, ainsi que les conseils locaux. Les groupes et formations politiques révolutionnaires démocratiques et de gauche restent dispersés et faibles. Le mouvement kurde, en particulier le Conseil de la Syrie démocratique qui comprend des composantes arabe, kurde, turkmène et assyrienne, subit une pression immense exercée par l'intervention militaire turque.

Le soutien aussi bien américain que russe aux troupes des Forces démocratiques syriennes (FDS) n'a pas seulement faibli, mais il s'est avéré incertain et changeant. L'aide américaine aux FDS a diminué dans sa guerre contre Daesh, et du côté russe, l'autonomie kurde n'est plus admise qu'en tant qu'autonomie culturelle. Les forces kurdes n'ont d'ailleurs pas été invitées à participer à la conférence d'Astana.

Une recombinaison progressiste nécessaire

Le pays subit donc une occupation par plusieurs puissances impérialistes et régionales, chacune avec ses acolytes locaux. Il subit aussi plusieurs groupements contre-révolutionnaires : Daesh, Jabhat al-Nusra, Ahrar Asham et d'autres groupes hostiles les uns aux autres. Du côté régime, de plus en plus sanglant et dépendant de la Russie et de l'Iran, de multiples milices



Des pourparlers prétendument de paix... sur le dos des peuples. DR

(y compris Hezbollah et les milices chiites irakiennes) bénéficient de leur propre autonomie. La destinée du peuple syrien lui échappe. Une recombinaison des forces populaires, démocratiques et progressistes arabes et kurdes

est plus qu'urgente pour changer le rapport de forces existant, raviver le mouvement populaire aujourd'hui épuisé, et reprendre les luttes pour ouvrir un horizon progressiste au peuple meurtri de la Syrie.
Ghayath Naisse

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017

PHILIPPE POUTOU

La trumpisation des esprits...

Le FN n'a, à l'évidence, jamais été un parti révolutionnaire ni même un parti « anti-système ». La famille Le Pen appartient à l'élite financière, et dès les premiers succès électoraux, de nombreux cadres et dirigeants sortaient des « grandes écoles » d'élites (hier Bruno Mégret, aujourd'hui Florian Philippot...). Néanmoins ses relations avec le grand patronat, surtout avec sa partie organisée, ont rarement été au beau fixe.

Ce qui lui était reproché n'était évidemment pas d'être anticapitaliste, de faire partie des « affreux partageux », la doctrine du parti d'extrême droite disant au contraire qu'il n'y aura jamais assez à partager pour tout le monde (d'où l'exclusion des étrangers et des mauvais Français du partage du gâteau). Mais il lui était aussi reproché de pratiquer une sorte de « primat du politique », mettant ses propres critères – ceux du prétendu intérêt d'une « communauté nationale » fantasmée – et sa recherche d'une base dans les classes populaires au-dessus des purs critères d'« efficacité économique » au sens où l'entend le patronat.

Patronat d'hier et d'aujourd'hui
Le grand capital organisé, surtout celui qui fait des affaires à une échelle dépassant les frontières nationales, pince quelque peu le nez à l'écoute des thèses protectionnistes en matière de commerce international prônées par Marine Le Pen ou Florian Philippot. Certes, tout le monde au sein du FN n'est pas exactement sur la même ligne : ainsi, Robert Ménard (maire soutenu par le FN mais qui n'en est pas membre) ou la députée Marion-Maréchal Le Pen affirment des positions plus libérales en économie. Sous la présidence de Laurence Parisot (présidente du Medef entre 2005 et 2013), il n'était pas question pour l'organisation patronale de pactiser politiquement avec ce parti. Parisot

MARINE LE PEN ENNEMIE DU GRAND CAPITAL...



devant ses principales fédérations. Une prise de position qui aurait provoqué des « remous » à l'intérieur du syndicat des patrons, rapportent les journaux libéraux et de droite l'Opinion et le Figaro. La date de la rencontre devrait tomber fin février début mars.

Libéralisation de la parole...

Il ne s'agit visiblement pas de se faire des mamours, et les poids-lourds du Medef voudront avant tout faire pression sur le FN, à l'instar du traitement qu'ils réservent à d'autres partis candidats au pouvoir. Toujours est-il que cette nouvelle ligne de conduite se situe en rupture avec celle qui prévalait du temps de Laurence Parisot.

Au sein du FN, cela a même poussé l'économiste libéral et eurodéputé Bernard Monot à entonner publiquement une mélodie fortement pro-patronale : « Je rappelle que nous sommes de vrais libéraux, partisans sans ambiguïtés de l'économie de marché et de la libre entreprise. J'espère que cette rencontre sera l'occasion de rassurer les chefs d'entreprise... »

s'était même fendue en 2011 d'un livre intitulé *Un piège bleu* pour y dire tout le mal qu'elle pensait du pseudo-programme économique du FN, qu'elle considérait comme irresponsable et démagogique. Les temps ont changé, dans la mesure où son successeur à la tête du Medef, Pierre Gattaz, semble avoir rompu avec la rupture... Lundi 16 janvier lors d'une réunion du Conseil exécutif du Medef, la direction de l'organisation patronale a ainsi décidé d'inviter le FN à présenter ses thèses économiques

Toujours est-il que cette tonalité, qui correspond aux positions libérales en matière économique que Monot a toujours défendues, ne fait pas l'unanimité à l'intérieur du FN, ne serait-ce que pour des raisons de tactique électorale vis-à-vis des classes populaires.

Marine Le Pen elle-même ajoute cependant une louche dans ce sens, en répondant par la négative à une question portant sur une augmentation du SMIC (mercredi 25 janvier sur Europe 1) : « Cela entraînerait une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays. » Et la patronne du FN de poursuivre son propos en promettant qu'une mesure protectionniste, à savoir la création d'une « contribution sociale à l'importation » (une taxe de 3% sur les produits importés) permettrait de résoudre le problème du pouvoir d'achat puisqu'elle serait transformée en prime salariale.

Le protectionnisme, ça Trump énormément!

Plus que jamais, le protectionnisme est considéré comme la solution miracle par certains dirigeants du FN, à l'instar de Wallerand de Saint-Just. Tous espèrent qu'un hypothétique boum de certaines branches de l'économie nord-américaine sous la présidence de Donald Trump – qui pratique un protectionnisme affiché, combiné avec des promesses de dérégulation de l'économie en interne ainsi que des détaxations – crédibilise les positions du FN au sein du patronat.

Bien que l'équipe Trump ne réponde pour le moment pas favorablement aux appels du pied du FN français (lors de son déplacement à la Trump Tower de New York le 12 janvier dernier, aucun dirigeant étatsunien n'avait souhaité recevoir Marine Le Pen), le FN lui-même continue à se réclamer de Trump et de ses recettes. Il continuera à le faire, sauf si l'expérience aux USA devait mal tourner... **Bertold du Ryon**

Agenda

Jeudi 2 février, réunion publique du NPA, Albi. Avec Philippe Poutou, à 20h30 au 21 avenue Bellet.

Mercredi 8 février, réunion publique du NPA, Nancy. Avec Philippe Poutou, à 19h30 au Centre Prouvé, Palais des congrès, 1 place de la République.

Vendredi 10 février, réunion publique du NPA, Lille. Avec Philippe Poutou, à 19h salle Courmont, rue Courmont.

Vendredi 10 février, réunion publique du NPA, Quimper. Avec Christine Poupin, à 20h aux Halles Saint-François.

Samedi 18 février, fête du NPA Indre, Chavin. Avec Christine Poupin, à la salle des fêtes de Chavin.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NPA Arguments de campagne

Depuis quand et comment la Sécu est-elle remise en cause ?

La Sécurité sociale est née au sortir de la Seconde Guerre mondiale avec un objectif simple : « garantir les travailleurs et leurs familles contre les aléas de la vie ». C'est ainsi que la Sécu a largement contribué à améliorer l'état de santé de la population et à allonger l'espérance de vie.

Isolé et déconsidéré en raison de ses pratiques de collaboration durant l'occupation, le patronat n'a pas osé s'opposer ouvertement à sa création en 1945. Mais dès 1952, il produira des rapports traçant avec constance la voie des contre-réformes qui jalonnent l'histoire de la Sécu.

Denis Kessler, alors vice-président du Medef, expliquera en 2007 la méthode : « Prendre tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception (...), et le défaire méthodiquement ». Mais Fillon vient d'en faire l'expérience, il est risqué d'annoncer de brutales attaques contre la Sécu, car l'attachement de la population à son égard reste aujourd'hui encore très fort. Les attaques ne sont donc pas globales mais morcelées, afin d'en saper les différents piliers.

Pourquoi la Sécu est-elle attaquée ?

Elle est financée par la cotisation sociale, un salaire socialisé, prélevé sur la richesse produite. C'est l'aspect le plus inacceptable pour la bourgeoisie. En 1991, Michel Rocard franchira le premier pas en créant la CSG financée

Sécu : combattre le raboutage permanent



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

par un prélèvement sur les salaires et les revenus de remplacement (retraites, indemnités chômage et maladie...). Depuis le 1^{er} janvier 2016, ce n'est plus le travail qui ouvre des droits au régime général de la Sécu mais la présence sur le territoire. Cette autre logique préfigure l'étatisation de la Sécu et sa fiscalisation par la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu.

Ensuite, le principe fondamental « chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » n'entre pas dans la logique capitaliste de la rentabilité et du profit. Juppé a donc instauré en 1996

les lois de financement de la Sécu. Les dépenses sanitaires ne répondent plus aux besoins de santé mais sont limitées à une enveloppe fixée a priori. Enfin la Sécu devait être indépendante de l'État et des patrons. Or, dès 1945, l'essentiel, le choix et le montant du financement et des prestations, sera fixé par l'État. La caisse nationale aura un statut d'établissement public dès l'origine, et son contrôle sur les caisses locales de droit privé se renforcera constamment. Un budget plus important que celui de l'État ne peut échapper son contrôle.

Pour cette même raison, la démocratie sociale ne pouvait perdurer. En 1945, les conseils d'administration sont constitués de deux tiers de représentants syndicaux élus par les assurés sociaux, et d'un tiers d'élus patronaux. Les ordonnances en 1967 imposeront la suppression des élections et la désignation des représentants patronaux et syndicaux à parité. Le patronat allié avec FO puis la CFDT devient majoritaire et approuve presque toujours le budget et les orientations des caisses qui, de toutes façons, ne peuvent que se conformer aux directives de la caisse nationale élaborées sous le contrôle étroit des ministères.

Y a-t-il une privatisation de l'assurance maladie ?

Les centres de proximité ferment, les CPAM commencent à être démantelées, les dossiers sont traités dans des « réseaux de l'assurance maladie ». Les soins de ville sont remboursés à moins de 50% en moyenne par la Sécu en raison des déremboursements, de la progression des dépassements d'honoraires, des franchises sur les actes et consultations, des forfaits sur les médicaments et sur les journées d'hospitalisation.

Le choix du gouvernement Hollande est clair : en rendant obligatoire l'adhésion

des salariéEs à une complémentaire santé, il privilégie l'inégalité et la privatisation. Guillaume Sarkozy, ex-PDG de Malakoff Médéric, prévoit qu'il ne restera d'ici quelques années que 4 à 6 réseaux de complémentaires. Les assureurs gagnent des parts du « marché des complémentaires » et se préparent à concurrencer ou à se substituer à la Sécu.

Que propose le NPA ?

Pour que l'ensemble de la population ait droit, sans conditions ni restrictions, aux « services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin » (définition de l'OMS), la Sécu doit rembourser à 100%, intégralement (sans forfait, ni franchises), tous les soins et actes médicaux utiles. Les dépassements d'honoraires doivent être interdits. Les pertes de salaires en raison de son état de santé doivent être indemnisées totalement par la Sécu. Le commerce de « l'assurance santé » par les banques et les assureurs doit être interdit et les mutuelles intégrées à la Sécu avec leurs personnel et biens. La Sécu doit être unifiée en un seul régime autogéré par des représentants élus des assurés sociaux et financé par la cotisation sociale.

En bref, il faut se battre pour la reconquête et le développement de la Sécu !

POLLUTION Faire face aux particules fines



En action!

Les fameux «pics» de pollution ne sont plus des «pics»: les épisodes de pollution aux particules fines que nous subissons sont de plus en plus longs, de plus en plus rapprochés, et il serait plus approprié de parler de «lignes de crête»...

C'est d'ailleurs précisément pour cette raison qu'il semblait si urgent d'abandonner la gratuité temporaire sur les réseaux de transports en commun... Le nuage qui a couvert plus de la moitié de la France et une grande partie de l'Europe sur plus d'une semaine en janvier est en train de se disloquer. Mais il ne faudrait surtout pas se rassurer à bon compte: ces phénomènes d'une extrême gravité apparaissent sur un fond de pollution chronique, permanente, de plus en plus élevée.

Ces épisodes aigus sont dus à la conjonction de phénomènes météo - anticyclone, nuits froides, absence de vent - et de l'activité humaine, à savoir le chauffage au bois, l'activité industrielle et le transport (voitures et camions en tête). Le diesel est ici directement facteur aggravant. Rien n'arrête ces poussières de moins de 2/100 de mm qui ont un effet catastrophique sur les organismes et sont responsables annuellement en France de 48 000 décès prématurés.

Il y a donc urgence à sonner l'alarme, urgence à agir... Mais certainement pas derrière Ségolène Royal qui vient d'offrir aux constructeurs/tricheurs de nouveaux permis de polluer en relevant



Vue ordinaire sur le périphérique parisien... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

les plafonds d'émissions autorisées (+ 110% en 2017 et + 50% en 2019)!

Pastilles CRIT'Air: ne pas avaler...

Un arrêté interministériel a créé des «zones de circulation restreintes» (ZCR) - Paris sert de test - dans lesquelles la circulation alternée lors d'épisodes de forte pollution sera remplacée par la circulation différenciée. Six catégories de véhicules sont créées en fonction de leur émissions polluantes, d'où les 6 pastilles CRIT'Air obligatoires dans les ZCR (pastille verte, pastille 1, 2, 3, 4, et 5).

Cette décision risque fort de ne rien résoudre... et même d'aggraver la situation des milieux populaires. Si les salariéEs aux revenus modestes sont les plus nombreux parmi les usagerEs des transports en commun, ils sont aussi les plus nombreux parmi les propriétaires de voitures les plus anciennes, et donc plus polluantes. L'expatriation des plus démunis va monter d'un cran quand il y aura blocage des pastilles 5 et 4!

Ces pratiques discriminatoires doivent donc être rejetées au moment où tout doit être fait pour rendre populaires les enjeux

écologiques... Par contre, aucune discrimination n'est prévue envers les 4x4 dernier cri dans les centres-villes!

Décréter l'état d'urgence écologique!

Plus que jamais, notre action peut rencontrer un écho favorable sur au moins deux objectifs. D'abord la priorité absolue doit être donnée aux transports en commun pour sortir du tout-auto, et pour y parvenir, nous devons imposer la gratuité totale et permanente pour toutes et tous! La gratuité peut devenir un enjeu important de lutte dans ce contexte de pollution permanente et du réchauffement/dérèglement climatique qui n'est plus contesté.

D'autre part, dans les villes, il nous faut développer une vraie politique du vélo et de la marche. Il n'y a absolument rien de marginal à cet objectif: à nous de le faire vivre, y compris dans les quartiers populaires où devront être construits en bas de chaque immeuble des garages à vélo! Dans ce cadre, il faut aussi de vraies pistes cyclables dans la ville, pas de simples traits sur le sol! De cette façon, il reste possible de faire reculer significativement la voiture en ville.

Commission nationale écologie

EMPLOI Trouver des réponses à la fin du travail?

Le summum de la naïveté est de penser que les patrons vont accepter de payer des impôts et des cotisations pour financer un revenu décent, alors qu'ils se refusent à réduire le temps de travail sans perte de salaire...

Les nouvelles technologies conduiraient à la suppression en masse d'emplois et à la fin du salariat au profit du travail indépendant à la Uber? Tels sont les postulats sur lesquels s'appuient les ultra-libéraux pour sommer les salariés de «s'adapter» et d'en finir avec leurs «archaïsmes». Dans un registre plus social, les mêmes postulats sont à la base des raisonnements des défenseurs du revenu universel. Disparition des emplois? Deux chercheurs d'Oxford ont indiqué que près d'un emploi sur deux (47%) était menacé par la vague numérique. Sauf que leur étude est très contestée. L'OCDE avait déjà réduit la proportion d'emplois menacés à 30%. France Stratégie a publié en 2016 une étude centrée sur la France qui réduit cette proportion à 15%. Par ailleurs, l'automatisation ne fait pas que détruire des emplois: elle en crée. Comme le souligne un magazine spécialisé: «Qui pouvait imaginer en 1980 qu'en 2013, la France compterait environ le même nombre de



Des robots et plus de travailleurs? DR

secrétaires que d'ingénieurs télécoms? Qui prévoyait la création de 310 000 postes d'ingénieurs informatiques et des télécoms entre 1980 et 2013?»

Et l'ubérisation? Elle se développe effectivement, mais avant tout comme le fruit de la capacité de certains à tirer partie des trous du droit social et fiscal. L'Urssaf d'Île-de-France a

ainsi lancé en 2015 une procédure à l'encontre d'Uber pour récupérer des cotisations sociales au titre de l'emploi des chauffeurs affiliés à cette plateforme. Pour Uber, ses adhérents sont des travailleurs indépendants... alors que l'Urssaf estime à juste titre que ce sont des salariés.

Si la masse de travail nécessaire diminue, par exemple de 15%, dans une société rationnelle ce serait une bonne nouvelle: on réduit dans la même proportion le temps de travail de chacun... Mais dans le cadre capitaliste, l'unique logique conduit à la réduction des effectifs de 15%! Si on se résigne à celle-ci et si on pense qu'on ne peut rien faire pour lutter contre l'ubérisation, un revenu de substitution serait donc un moindre mal.

De quoi le revenu universel est-il le nom?

Mais comme chacun sait, l'enfer est pavé de bonnes intentions. Mettre en avant le revenu universel et accepter

la façon dont les capitalistes gèrent entreprises et emploi, c'est accepter une société duale où certains seraient en permanence écartés du travail. Comme le disait à sa façon Trotski: «Dans les conditions du capitalisme en décomposition, les masses continuent à vivre la morne vie d'opprimés qui, maintenant plus que jamais, sont menacés d'être jetés dans l'abîme du paupérisme. [...] Le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques, en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition [...] Contre le chômage, tant "structurel" que "conjoncturel", il est temps de lancer [...] le mot d'ordre d'échelle mobile des heures de travail».

Par ailleurs, la société que nous voulons est basée sur la solidarité et l'extension progressive de la gratuité pour la satisfaction des besoins fondamentaux, et pas sur l'individualisation. Irréaliste? Pas plus qu'un revenu universel décent, car dans les faits, soit celui-ci sera une aumône, soit il coûtera très cher... Comment croire alors que les capitalistes vont accepter de payer des impôts et des cotisations pour un revenu décent... alors qu'ils se refusent à réduire le temps de travail sans perte de salaire?

Comme l'ajoutait également Trotski: «La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser des revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte.» C'est en ce sens que, dans la campagne de Philippe Poutou, nous avançons les 32 heures sans perte de salaire comme une des exigences centrales de l'heure.

Henri Wilno

Louviers (27) Avec Philippe Poutou, le moulin était rouge!

Samedi 21 janvier avait lieu la fête du NPA de l'Eure au Moulin de Louviers. Sur le thème «Des paysans, pour quoi faire?», notre camarade Thierry Martin, exploitant agricole, a présenté les moments qui ont marqué l'agriculture, du néolithique à aujourd'hui, en montrant que c'est bien le système capitaliste appliqué à l'agriculture qui explique la situation actuelle. Pour illustrer les pratiques du capitalisme en agriculture, il a donné l'exemple de la crise chronique du lait. Le débat avec les 52 participants a permis d'approfondir, d'exposer notre programme et de brosser, malgré les difficultés, un avenir aux couleurs vives, si le mouvement social réussit à activer les ressources répandues chez les «petits paysans».



DR

Puis, devant 60 personnes, des lycéens et étudiants du NPA Seine Eure ont ouvert le meeting. Revenant sur les difficultés rencontrées avec les parrainages ou l'accès aux médias, Philippe Poutou a ensuite montré comment l'implication du NPA dans les secteurs où ça bouge justifie notre présence. S'en est suivi un échange avec la salle, où des thèmes aussi variés que l'international, le logement ou le revenu universel ont pu être abordés. Ce format a satisfait tous les présents.

La fête s'est terminée à table, avec plats cuisinés maison, guitares et chansons, à refaire le monde et à profiter de ce moment privilégié.

Limoges (87) Une bonne réunion avec notre candidat.

Près de 90 personnes se sont rassemblées ce jeudi 26 janvier pour la réunion publique avec Philippe Poutou. Nous attendions un peu de monde, mais pas autant. Un jeune travailleur a fait une première intervention sur la situation sociale locale et comment ici les travailleurs ne se laissent pas faire, en particulier ceux de GM&S industry où les 283 salariés de l'usine de La Souterraine (23), sous-traitants de l'automobile, sont en bagarre contre une éventuelle liquidation de l'usine. Puis, la parole a été donnée à Philippe qui a déroulé notre programme pour ces élections devant une salle très attentive. Il a conclu sous les applaudissements spontanés et chaleureux de la salle.

Dans le débat, plusieurs thèmes abordés dans une ambiance très conviviale: un gouvernement ouvrier, l'attitude des syndicats lors de la loi travail, LO, Mélenchon, la sortie du nucléaire, la question kurde, les parrainages de maires... Un maire qui a signé pour nous est intervenu pour expliquer comment les pressions en tout genre sont fortes sur eux. Un travailleur hospitalier a témoigné sur la dégradation des services et les conséquences de la loi Touraine, un autre de l'agroalimentaire sur les conditions de travail exécrables et sur les comptes truqués du groupe Turenne Lafayette (entre autres le jambon Madrange). C'est finalement en petit groupe que la soirée s'est terminée autour d'un pot où personne ne laissait à Philippe le temps de boire son café. De bon augure pour la suite!

Dijon (21) La situation au Moyen-Orient en discussion.

À Dijon le jeudi 26 janvier, Julien Salingue a remis la lutte des peuples du Moyen-Orient en avant. D'abord sur la question syrienne: sans le départ de Bachar el-Assad, un accord durable n'est pas envisageable. Des le début de la révolution syrienne, des centaines de milliers de manifestants mettaient en cause la dictature et la confiscation des richesses par la famille Assad et ses associés. Même si des forces réactionnaires extérieures et les impérialismes ont instrumentalisé le conflit, les causes du soulèvement demeurent.

La question des réfugiés ne peut s'améliorer, alors que tout le Moyen-Orient est déstabilisé par les manœuvres impérialistes et le jeu cynique des puissances régionales (Turquie, Iran, Arabie saoudite, etc.). Et la colonisation sioniste en Palestine s'accroît dans la transition Obama-Trump.

L'État français prétend combattre le terrorisme, mais n'hésite pas au Yémen à soutenir une coalition à laquelle contribue Al-Qaïda...

Dans le débat qui a réuni 35 participants, a été soulevée la relance de la solidarité: la lutte pour l'accueil des migrants en France et dans toute l'Europe et la solidarité matérielle avec les réfugiés vont de pair avec la dénonciation de la politique guerrière française, des interventions, des ventes d'armes à l'Arabie saoudite, l'Égypte...

NO COMMENT

Le FN est le meilleur bouclier des Français juifs face à l'antisémitisme véhiculé par la montée de l'islam radical.

NICOLAS BAY, numéro trois du Front national, jeudi 26 janvier, après une visite de 48 heures dans l'État d'Israël.

CHINA



-----QUAND PÉKIN CHANTE----- LA MONDIALISATION CAPITALISTE

Donald Trump a fait de la Chine l'un des ennemis favoris. Cependant, en se retirant des accords multilatéraux tels le traité de libre-échange transpacifique (TPP), il ouvre un véritable boulevard aux ambitions chinoises. Depuis plus de deux décennies, Pékin prépare avec constance les bases d'un leadership international. La compétition sino-américaine s'est progressivement aiguïlée. L'élection du nouveau président des États-Unis devrait donner un coup d'accélérateur aux bouleversements géopolitiques en cours. L'orientation de Trump peut évoluer, notamment en fonction des décisions du Congrès, des négociations au sein du Parti républicain, des mobilisations sociales. Pour l'heure, il propose à Poutine une coopération aux dépens notamment de l'Union européenne et de la Chine. Il recourt à la menace et au chantage vis-à-vis de grandes entreprises ou de chefs d'État (Mexique). Il donne la prééminence aux rapports bilatéraux sur le plan international: il espère pouvoir ainsi imposer sa loi à l'occasion de chaque face à face. Il fait de la brutalité, de l'arrogance, de la vulgarité et de la politique du tweet une marque de fabrique. Il agit comme si les États-Unis étaient tout puissants, ce qui est loin d'être le cas. Il risque de donner un tour pathologique à une crise de leadership mondial qui existait déjà sous Obama (mais dont ce dernier était au moins conscient). Prendre la mesure de la place occupée par la Chine dans cette crise de leadership est un des enjeux de ce dossier.

Dossier réalisé par Pierre Rousset

PÉKIN POSTULE À LA SUCCESSION

Donald Trump signifie encore plus de chaos, ce qui va poser problème à chaque pays, y compris à la Chine dont les exportations aux États-Unis pourraient se voir opposer de fortes taxes douanières...

Les cadres de concertation interétatiques ou de réglementations collectives entre bourgeoisies sont menacés de paralysie, voire de disparition. Pour dire les choses sans nuances, l'ordre néolibéral agonise. Quant à la garantie de protection apportée à ses alliés par les États-Unis, elle avait déjà perdu beaucoup de sa crédibilité, en Asie tout particulièrement. L'unilatéralisme et la vision pour le moins étriquée du monde affichée par le nouveau président ne font rien pour rassurer!

Un Chinois à Davos...

Pékin n'a pas tardé à réagir dès la réunion du Forum économique mondial de Davos qui s'est achevée le 20 janvier dernier. Le président chinois Xi Jinping a spectaculairement défendu les bienfaits de la mondialisation capitaliste, histoire de dire: puisque Washington s'efface, nous prenons le relais. La façon dont Trump a traité le président mexicain ne passe pas inaperçu, pas plus que l'attitude conquérante de l'ambassadrice Nikki Haley à l'ONU promettant que son pays allait «montrer sa force» et, avant son premier entretien avec le nouveau secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, affirmant devant les journalistes accrédités auprès de l'institution – «Pour ceux qui ne nous soutiennent pas: nous notons vos noms» et «nous répondrons en fonction». La représentation chinoise peut espérer tirer profit de l'exaspération que provoquent ces comportements méprisants. Le leadership chinois n'est pas qu'une affaire de posture. Il est déjà une réalité en Asie-Pacifique. On peut maintenant dire que l'affaire



Le 17 janvier dernier, Xi Jinping à Davos pour parler business... DR

est pliée en mer de Chine du Sud où la «poldérisation» et la militarisation de l'espace maritime par Pékin ont gagné un caractère irréversible (sauf à envisager un conflit d'ampleur), ce qui représente une victoire majeure sur le triple plan diplomatique (la politique du fait accompli fait ses preuves), géostratégique (l'accès à l'océan) et économique (le contrôle des ressources de pêche, plus encore que du pétrole). Sans presque tirer un coup de feu si ce n'est de semonce, ce succès géopolitique est au moins aussi important que celui de la Russie en Syrie, même s'il est plus discret.

Trump s'interroge

Donald Trump veut faire plier la Chine... Mais comment? Des droits de douane aux frontières US n'auront aucun effet sur l'emprise chinoise en Asie orientale. Il a manifesté son admiration pour

le nouveau président philippin, Rodrigo Duterte, un homme à poigne comme il les aime. Un chef d'État (Trump) qui vient de réhabiliter dans une interview l'usage de la torture, n'a évidemment rien à redire envers un autre chef d'État (Duterte) qui foule quotidiennement aux bottes les droits humains. Cependant, le régime philippin flirte ouvertement avec Pékin, alors que l'archipel est une pièce maîtresse – en fait irremplaçable – du dispositif politique et militaire US dans la région... face à la Chine, précisément! Donald Trump a-t-il une idée de comment contrer la Chine dans sa zone d'influence immédiate? Pour l'heure, il semble que non. Selon son humeur, regardera-t-il ailleurs ou ordonnera-t-il à la VII^e Flotte US de faire une démonstration de force aux conséquences aléatoires? A-t-on jamais vu tant d'incertitude

quant aux orientations asiatiques de la principale puissance mondiale? Cette incertitude joue en faveur de Pékin, et va alimenter l'escalade militaire dans la région, à savoir avec le Japon.

Le Japon se renforce

Lors d'une conversation téléphonique, Trump aurait certes assuré le Premier ministre Abe du soutien «indéfectible» des États-Unis envers le Japon. La crédibilité du propos n'est pas évidente. On peut penser que les faucons de l'impérialisme nippon ne vont pas jouer leur avenir sur de telles promesses, d'autant plus que les aléas de la politique intérieure US vont au-delà de tout ce qui était prévu. Gageons donc que dans cette situation, Tokyo va continuer à renforcer ses propres capacités militaires... Jusqu'à l'armement nucléaire? Le principal obstacle à la montée du militarisme nationaliste nippon reste l'attachement de la majorité de la population à la clause pacifiste de la Constitution du pays. Afin notamment de faire pression sur la Chine et l'Inde pour les forcer à rejoindre à leurs conditions une vaste zone de libre-échange (ou sinon pour les isoler), les États-Unis avaient initié le Partenariat transpacifique (TPP). Pékin a riposté en constituant le Partenariat économique global régional (RCEP) qui a connu un succès plus rapide que l'initiative US. Ils sont maintenant en meilleure position pour le promouvoir, alors qu'il s'adresse aux pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) et au-delà au Japon, à la Corée du Sud, à l'Inde, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande. Cette fois encore, l'enjeu géopolitique est considérable... mais apparemment ignoré de la présidence Trump.

CONSTRUIRE SON HÉGÉMONIE

Si Pékin est en mesure de profiter du repli US, c'est que depuis deux ou trois décennies, le régime chinois pilote consciemment et en tous domaines son déploiement international.

Prenons quelques exemples sur le plan économique ou technologique.

Terres rares

Il s'agit des 17 métaux indispensables aux technologies de pointe. Pékin contrôle aujourd'hui ce marché que les USA dominaient jusqu'en 1984. Pour Ludovic Jeanne, directeur de l'Institut du développement territorial, la mise en place de sa stratégie de monopole remonte au début des années 1990. En 1992, la production chinoise dépasse celle des États-Unis dont l'industrie militaire devient dépendante à l'égard de la Chine pour ses approvisionnements ! Depuis, Washington tente de redresser la situation, mais fait face, pour ce faire, à de nombreuses difficultés.

Pour Ludovic Jeanne, la bataille fait rage entre puissances économiques pour le contrôle des matières premières et, avec celui des terres rares, « la Chine dispose d'un outil de puissance durable ».

Compagnies pétrolières

Exportatrice de pétrole jusqu'en 1993, la Chine est devenue le premier importateur en 2014 et le second consommateur. Pour Emmanuel Hache, économiste et prospectiviste, depuis le début des années 2000, « la politique du "Go Global" (la stratégie chinoise d'investissement à l'étranger) a permis à la Chine d'internationaliser ses compagnies nationales, de diversifier ses sources d'approvisionnement et d'investir massivement à l'étranger dans le secteur énergétique ». Recherche de marchés, captation de ressources, montée en gamme technologique, investissement dans les infrastructures transnationales d'acheminement des hydrocarbures, vont de pair. Des champions nationaux sont créés, donnant finalement naissance à des compagnies

verticalement intégrées. Selon Forbes, en 2015, CNPC arrivait ainsi à la 3^e place mondiale en matière de chiffre d'affaires et Sinopec à la 4^e, devançant notamment les supermajors Shell, ExxonMobil et BP dans ce classement.

Industrie aéronautique et spatiale

Dans ce domaine de très haute technologie, le gouvernement chinois a pour ambition de combler son retard rapidement avec, pour objectifs, d'envoyer une sonde sur la face cachée de la lune d'ici 2018 et de lancer une première sonde sur Mars d'ici 2020. Dans le domaine de l'astronomie, le plus grand radiotélescope du monde (FAST) a été mis en service dans la province du Guizhou en septembre 2016 : il a 500 mètres d'ouverture et se voit doté d'un système de détection qui permet de suivre un objet dans le ciel plus longtemps que pour les radiotélescopes existants.

Pékin annonce aussi avoir construit le plus gros hydravion du monde (AG600), qui avoisine la taille d'un Boeing 737. L'AG600 pourrait opérer en mer de Chine méridionale où Pékin a établi un complexe de bases militaires. Le gouvernement chinois « cherche à réduire sa dépendance envers les constructeurs étrangers comme l'américain Boeing et l'européen Airbus. En juin, l'avion régional



Le plus grand hydravion du monde, symbole de l'envol de la Chine. DR

chinois ARJ21 a effectué son premier vol commercial, point culminant d'un programme aéronautique lancé il y a quatorze ans et destiné à doter la Chine d'un avionneur crédible» (le Monde, 24 juillet 2016). Un modèle d'avion furtif (profilé pour échapper aux radars) a aussi été conçu.

Innovations technologiques

La Chine n'est plus, depuis belle lurette, une pie voleuse de technologies nippo-occidentales. Pour Bruce McKern, conseiller pour la Société de la route de la soie (Hong Kong), elle a franchi trois étapes : passer de copier à adapter à ses besoins propres, atteindre les standards mondiaux, ouvrir de nouveaux champs de recherche. Le gouvernement chinois a créé un écosystème favorable à la recherche.

Résultat : les entreprises chinoises représentent maintenant un sérieux concurrent pour les multinationales traditionnelles, agissant de l'intérieur même des marchés des pays développés. Pour ce faire, elles acquièrent des sociétés de taille moyenne, particulièrement en Europe (notamment en Allemagne). D'autres ont implanté des centres de recherche et développement dans des zones privilégiées, comme la Silicon Valley aux États-Unis. Il en va ainsi de Huawei, fabricant d'équipement de télécoms et de smartphones.

UN ACTEUR GLOBAL

La Russie reste bien loin en avance par rapport à la Chine dans le domaine aéronautique et spatial...

Elle a un secteur énergétique performant et des industries extractives puissantes : gaz, pétrole, charbon, métaux non ferreux... Son industrie d'armement est florissante (avions de chasse, sous-marins). Elle a gagné la main sur le théâtre d'opérations syrien. L'élection de Donald Trump renforce considérablement sa position géostratégique en Europe orientale, alors que l'avenir de l'Otan devient plus incertain. Est-ce pour autant un véritable acteur global au sens où on peut l'entendre dans le cas chinois ? C'est très discuté.

Pouvoirs financiers et militaires

Car désormais, la Chine s'impose effectivement comme une puissance globale. Elle a initié des institutions financières multilatérales, dont la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII ou - sigle anglais - AIIIB) en concurrence avec le FMI. Elle a pour zone de compétence l'Asie du Sud-Est et l'Asie centrale (dont les ex-Républiques musulmanes d'URSS). Au 15 avril 2015, elle comptait 57 membres, dont l'Australie, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni. Cela au grand dam des États-Unis !

Elle internationalise sa monnaie (le yuan ou renminbi), intégré au paquet de devises du FMI. Elle est le premier partenaire commercial de plus de 130 pays. Elle est présente presque partout et se trouve à même d'offrir concrètement des alternatives aux États-Unis jusqu'en Amérique latine. Trump ferait bien d'y penser avant de se mettre à dos les gouvernements de cette région. Pékin ne s'est pas engagé dans les guerres d'Irak et de Syrie. La diplomatie économique chinoise a profité de cette neutralité pour faire



La montée en puissance... financière. DR

de très lucratives affaires dans bon nombre de pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Son implantation dans cette région est ainsi bien plus large que celle de la Russie.

La Chinafrique

La présence chinoise en Afrique de l'Est et du Sud est telle qu'elle laisse une véritable empreinte géographique, comme le note Jérôme Chenal, de l'École polytechnique fédérale de Lausanne. Le rôle de la Chine dans la « fabrication » de villes africaine est évident dans le cas d'importants projets d'équipements qui en modifient les structures (le tram d'Addis-Abeba...) ou le développement de zones économiques spéciales. Plus étonnant - et d'un certain point de vue plus significatif - est l'impact involontaire de son offre économique, comme l'illustre l'exemple de Yaoundé (Cameroun). La Chine inonde les marchés du tiers monde de motos à bas prix. À Yaoundé, « la moto individuelle et, surtout, la moto-taxi sont venues pallier l'absence de transports urbains, permettant à des milliers de personnes de se déplacer des centres-villes aux périphéries les plus lointaines ou réputées difficiles d'accès ». En conséquence, la ville s'étale sans cesse, irrésistiblement, à l'encontre des politiques d'urbanisme qui visent à créer des villes denses et structurées. Les maisons remplacent les terres agricoles. Le régime foncier pousse à la construction qui vaut droit d'occupation. La multiplication des parcelles facilite le développement de la famille nucléaire.

Ce n'est certes pas la première fois qu'une puissance étrangère remodèle la structure démographique, le paysage, la formation sociale d'un autre pays, mais cette « empreinte » est précisément la marque de sa puissance, ainsi d'ailleurs que les « obligations diplomatiques » liées à la dépendance économique. Pékin évoque « le soutien d'une vingtaine de pays africains à ses revendications en mer de Chine » dont « seuls sept assument ouvertement » leur appui : la Gambie, le Kenya, la Mauritanie, le Togo, le Burundi, le Lesotho et le Niger. On parle dorénavant de la Chinafrique, à l'instar plus classiquement de la Françafrique.

Quid de la crise climatique ?

Il est cependant un domaine où la Chine n'offre pas d'alternative au repli des États-Unis : le réchauffement atmosphérique. Pékin est confronté à une crise de première grandeur qui affecte gravement la santé de la population, par de multiples pollutions. Une loi (applicable à partir de janvier 2018) vient d'être adoptée sur les rejets de polluants dans l'air, l'eau, le sol, ou encore sur la pollution sonore. Cependant, ni le dioxyde de carbone (CO₂), principal responsable du réchauffement de la planète, ni les déchets nucléaires ne sont concernés (le Monde du 27 décembre 2016). Et grâce au climato-septicisme de l'administration Trump, la Chine est moins incitée encore que par le passé à agir dans le cadre de la COP...

TENSIONS ÉCONOMIQUES INTÉRIEURES, EXPANSION INTERNATIONALE

La société chinoise vit à l'heure du capitalisme, ce qui crée parfois des rapprochements étonnants.

Ainsi à Shanghai, une crise a éclaté entre d'une part les plateformes VTC d'Uber et Didi (le Uber chinois), et les taxis réguliers d'autre part. Les autorités ont tranché en faveur des taxis, excluant du marché les ruraux qui ne peuvent présenter une plaque d'immatriculation shanghaienne.

De la puissance en matière économique

La crise fait partie du système. Le choc Trump sur l'exportation arrive à un mauvais moment. La bulle immobilière n'a pas éclaté, mais n'est pas résorbée pour autant. La dette chinoise dépasse 250% du PIB (contre 141% en 2008), et pour 160% celle des entreprises. Les sociétés « zombies » dans le secteur public souffrent de surcapacité de production. Le yuan

s'affaiblit trop au goût des autorités qui, par ailleurs, n'arrivent pas à contrôler les sorties de capitaux. Les tensions de l'économie chinoise vont-elles forcer Pékin à réduire la voilure de ses engagements internationaux ? Probablement pas dans un avenir prévisible, à cause d'une part de l'importance des enjeux géostratégiques, et du ciment idéologique que représente le nationalisme de grande puissance d'autre part, mais aussi du fait des liens étroits entre le national et l'international dans le domaine économique lui-même.

Pour sécuriser ses approvisionnements, la Chine capitaliste doit contrôler les ressources minières ou agricoles dont elle a besoin et sécuriser leur acheminement (via le détroit de Malacca en particulier). La politique de puissance est un impératif économique, comme pour tout impérialisme. De plus, l'exportation de capital et de main-d'œuvre sur ses propres chantiers est (aussi) une réponse à la crise d'endettement et de surproduction en Chine même. C'est évident dans le cas du BTP-Travaux publics. Les chantiers en cours sont gigantesques : cinq

villes nouvelles en Angola, une ville nouvelle au Maroc, la future capitale égyptienne... (l'Afrique est aujourd'hui le continent où l'urbanisation est la plus rapide).

À suivre...

« En 2015, les entreprises chinoises ont investi plus de 9 milliards de dollars en projets de construction dans le monde, contre 6 milliards en 2014 et 87 millions à peine en 2009. (...) Pour la Chine, les avantages sont évidents : donner du travail à ses entreprises de construction à la peine dans un empire du Milieu déjà bétonné de toutes parts et en proie à une dangereuse bulle immobilière ; écouler ses surplus d'acier et de ciment en les déversant sur le continent africain ; imposer ses normes, son calendrier et servir au mieux les intérêts de ses entreprises et de sa politique en visant des pays clés. La plupart des grandes entreprises d'État chinoises ont une filiale construction. Sur les 452 000 expatriés chinois employés par les grandes entreprises d'État en Afrique, 54% sont des ouvriers travaillant sur ces chantiers d'infrastructures, selon une étude de la



Visages de la Chine contemporaine. DR

European Financial Review. Elles financent, construisent et occupent ces bâtiments. »¹ La société chinoise est en pleine évolution : démographie vieillissante, remise en cause des droits acquis par les femmes, privatisation rampante des terres agricoles, mouvements de

populations, marchandisation des mœurs, conflits de valeurs, maturation de résistances sociales, colonisation économique de la périphérie, intégration des élites à l'ordre mondial... Depuis trois décennies, elle vit une transition qui est loin d'être achevée. On se gardera donc de toute prévision.

Le groupe dirigeant qui entoure Xi Jinping est certainement au fait de la complexité de la situation. C'est bien pour cela qu'il verrouille l'ordre politique, au sein du Parti communiste chinois comme dans les pays.

1 - Sébastien Le Belzic, le Monde, 13 décembre 2016

RAPPORT Et le droit au logement ?

Presque banal à écrire, mais en matière de logement, Hollande n'a pas non plus tenu ses engagements. Un bilan en demi-teinte pour la fondation Abbé Pierre qui vient de publier son dernier rapport.

Près de quatre millions de personnes sont mal logées (soit privées de logement personnel, soit logées dans des conditions difficiles) et plus de douze millions sont « fragilisés par rapport au logement » (par exemple locataires en situation d'impayés). Alors qu'Hollande avait fixé l'objectif de 500 000 constructions neuves par an, moins de 400 000 logements ont été mis en chantier chaque année, et même seulement 377 000 en 2016.

En ce qui concerne les logements sociaux, l'objectif présidentiel était de 150 000, pour une réalité de 100 000 à 120 000 par an. Faute d'une politique déterminée en faveur du logement social, avec une production insuffisante et inadaptée et des loyers encore excessifs dans le parc privé, la liste des demandeurs HLM continue de s'allonger, avec près de 1 900 000 demandes au 1^{er} mars 2016. Avec un logement social de plus en plus rare et cher, les commissions d'attribution en sont réduites à écarter des demandeurs au motif de ressources insuffisantes. Et le parc social neuf s'éloigne peu à peu des besoins et des possibilités des populations les plus fragiles.

Le bon des expulsions

À l'opposé de cette rigueur budgétaire à l'égard du logement social, le secteur privé et les contribuables aisés ont été largement favorisés, cela au nom de la relance du bâtiment... Dans le même temps, les expulsions locatives surviennent encore, avec le concours de la force publique, sans relogement. Un bond annuel spectaculaire de 24% en 2015, avec 14 363 expulsions : un chiffre en hausse de 33% par rapport à 2006. Face à l'urgence des situations des personnes sans domicile et l'engorgement des dispositifs d'accès à l'hébergement ou au logement, les acteurs publics continuent de privilégier une politique de mise à l'abri plutôt que d'accès prioritaire au logement pérenne, alors que le « logement d'abord » fait pourtant office de doctrine officielle depuis 2009. Au total, beaucoup d'effets d'annonce (lois pour la ville et la cohésion urbaine, de décentralisation, loi ALUR, loi pour la transition énergétique, loi Égalité et Citoyenneté...) mais peu d'effets, faute d'une volonté réelle de faire simplement appliquer la Constitution qui affirme toujours le « Droit au logement »...

Robert Pelletier



PHOTOHÉRIQUE ROUGE/JMB

VIVARTE « C'est bien l'ensemble du personnel des magasins qui vont entrer dans ce PSE »



DR

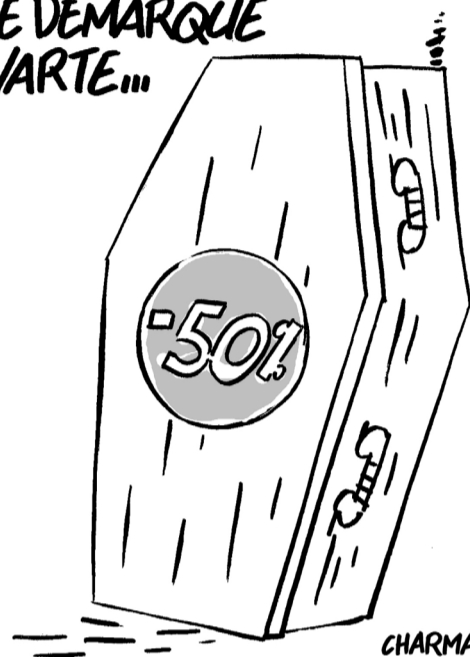
Entretien. Arnaud Moujol est délégué syndical central SUD à Vivarte. Il revient sur les annonces faites ces derniers jours par la direction du groupe d'habillement et de chaussures, et la riposte à construire.

Peux-tu revenir sur les principales annonces et décisions qui confirment le démantèlement du groupe Vivarte ?

Les premières annonces du démantèlement du groupe ont été faites par Stéphane Macquaires, le précédent PDG du groupe avec l'annonce de la mise en vente de la CVC, la dernière usine de chaussures que le groupe détenait, ainsi que la mise en vente de Kookaï, Cheviignon, Pataugas, Défi Mode et la filiale espagnole Merkal. Cela fait déjà un certain temps que le démantèlement avait débuté puisque des petites filiales comme Accessoires diffusion avaient été soit vendues soit fermées... La plupart du temps sans que cela fasse de vagues car peu de salariés. Les plans sociaux ont également accéléré le démantèlement tels ceux qui ont eu lieu l'année dernière chez André, Kookaï et La Halle, avec pour cette dernière la fermeture de plus de 240 points

SOLDÉS:

DERNIÈRE DÉMARQUE CHEZ VIVARTE...



CHARMAG

de vente et la suppression de 1700 postes environ.

Cette liste s'est rallongée avec l'annonce de la mise en vente d'André et Naf Naf par Patrick Puy au dernier comité de groupe et la fermeture de 183 magasins La Halle aux Chaussures, ce qui représente 656 suppressions de postes sur les magasins et 79 au siège. À cela, il faut ajouter le projet de restructuration sur la logistique qui prévoit 18 suppressions de postes, ce qui va avoir un impact plus important, car sur cet établissement, il y a trois équipes sur postes. Au global, ce sont 753 postes de salariés en CDI qui vont être supprimés. Aujourd'hui, nous ne connaissons pas le nombre de CDD concernés. Ce qui attise notre colère, c'est de savoir que 70% du montant des ventes ne remonte pas au groupe

mais aux prêteurs. Il n'y a que 30% qui « bénéficie » au groupe.

Comment expliques-tu un tel gâchis ?

Nous en sommes arrivés là, notamment suite à des revirements de stratégies commerciales et à la croissance organique censée booster les chiffres d'affaires au détriment de la rentabilité. Cette politique de développement a été guidée par les montages financiers LBO.

Ces montages financiers ont été mis en place dès le début des années 2000 par Georges Plassat. Le bouclage du premier LBO a pris fin en 2007. Le groupe a alors été revendu pour un montant d'environ 2,7 milliards d'euros, montant surévalué. Et si l'on prend en compte ce que cela a rapporté au staff dirigeant et les actionnaires (pour Plassat, cela représentait environ 90 millions d'euros). C'est ce qui a conduit à la mise en place d'un nouveau LBO en 2007 un an avant le début de la crise.

Tu mets en cause le LBO. Peux-tu revenir sur cette procédure et votre critique ?

Ces montages financiers LBO, achat par endettement, sont guidés par un système pervers, En effet c'est l'entreprise qui est achetée qui paie les échéances de remboursements au prêteur, avec les résultats qu'elle produit. Ceci a pour conséquence, dans bon nombre de cas et notamment pour Vivarte, de réduire considérablement les investissements pour le développement et/ou la rénovation de l'entreprise. C'est comme si nous achetions une maison et que le locataire rembourse les prêts et réalise l'entretien de celle-ci... pour à la fin du bail se retrouver à chercher une nouvelle location ! Ces montages ne sont que de la spéculation financière. L'écrasement d'une partie de la dette n'a pas eu pour effet de redresser le groupe, car les 500 millions d'euros ont été prêtés d'après ce que nous savons, à un taux qui avoisine les 12%. La dette que tout le monde évoque actuellement est d'environ 1,3 milliard d'euros sur le marché de Londres. Elle ne vaut en réalité que 15% de sa valeur initiale.

Quelles ripostes et mobilisations sont d'ores et déjà prévues ?

Aujourd'hui, nous sommes en réflexion sur les actions à mener. Nous devons nous rencontrer avec les autres syndicats cette semaine pour les définir. Nous cherchons d'ores et déjà à mobiliser les salariés pour un rassemblement de contestation. Vu l'éclatement des sites sur le territoire, c'est compliqué de mettre en œuvre un mouvement de grève, mais nous n'écarterons pas cette possibilité. Et bien entendu, nous continuerons à maintenir la pression sur les dirigeants et les actionnaires. Ce sont des personnes qui ont horreur que l'on parle d'eux...

Ce que les salariés n'ont pas encore appréhendé, c'est que la mise en œuvre d'un plan social n'est pas uniquement pour le personnel des 183 magasins, mais que c'est bien l'ensemble du personnel des magasins qui vont entrer dans ce PSE.

Propos recueillis par Robert Pelletier

ARIÈGE Le procès du glyphosate sinon rien !

Le 1^{er} février, un rassemblement a été organisé devant le Palais de justice de Foix pour remettre une lettre afin de refuser la médiation. En voici le contenu.

Madame, Monsieur le procureur, Par la présente et par notre présence ce jour, le premier (et 8, et 14) février 2017, nous souhaitons répondre à votre convocation et vous informer de notre refus de participer à la médiation pénale en rapport avec les faits du 27 septembre 2016.

Nous tenons à vous rappeler que les faits reprochés sont la directe conséquence d'une action collective et militante visant à dénoncer les dangers occasionnés par la production, la mise en vente et l'utilisation du glyphosate. Vous

Suite à leur audition dans diverses gendarmeries du département pour une action « anti-glyphosate » dans deux jardineries (voir l'Anticapitaliste n°367 du 19 janvier 2017), dix faucheuses et faucheurs volontaires du département ont été convoqués auprès du délégué du procureur pour une « médiation pénale »...



Attention contient du glyphosate, arme de destruction massive... DR

comprendrez bien qu'étant donné le caractère profondément engagé de notre action, la médiation pénale ne saurait aboutir. Nous ne saurions faire de compromis sur nos convictions et prenons la pleine responsabilité de nos actes.

Par ailleurs, le fait de nous convoquer à une médiation pénale dans le but de négocier un éventuel accord s'apparente davantage à nos yeux à une présomption de culpabilité. Mais peut-on parler de culpabilité quand les faits reprochés

répondent à une nécessité écologique et une urgence en matière de santé publique ? Notre action contre le glyphosate n'est peut-être pas légale, mais elle est légitime ! Et si notre culpabilité devait être retenue, ce serait là l'affaire d'un tribunal et d'un jugement public. En conséquence, aucun ni aucune d'entre nous ne se présentera à la médiation ce jour, ni ultérieurement (8 et 14 février). Nous restons collectivement à votre disposition. Nos meilleurs sentiments.

À suivre donc...
Correspondant

SNCF

MobilisésEs ce 2 février

Ce jeudi 2 février, les cheminotEs seront en grève à l'appel de la CGT et de SUD mais sans unité syndicale.

Cette grève vise aussi bien les revendications salariales que l'exigence des embauches au statut, mais également le refus de la mise en place du forfait jours. Un premier test pour la fédération cheminote CGT qui vient de fêter ses 100 ans et de tenir son congrès, avec l'élection d'une nouvelle direction et un nouveau secrétaire fédéral.

Des attaques à répétition

En décembre, faute d'accord avec les organisations syndicales, la direction a décidé de mettre en place pour les cadres un décompte de la durée du travail en jours et non plus en heures qui s'appuie sur la convention collective de branche. À la SNCF, 30 000 salariéEs cadres sont concernés. Si le

WHIRLPOOL AMIENS (80)**Deux PSE pour le prix d'un ?**

Les travailleurEs ne se faisaient pas d'illusion sur la stratégie mise en œuvre par le groupe : depuis le rachat de la marque par Indesit, investissements et embauches arrêtés, modèles de lave-linge fabriqués considérés comme obsolètes, et enfin arrivée de Carlos Ramos comme directeur, connu pour avoir fermé plusieurs usines par le passé... Comme le soulignait un militant CGT à la presse, les efforts des salariéEs auront été vains, le groupe décidant la fermeture du site malgré la mise en place d'un accord de compétitivité. Avec cette décision, ce sont donc 290 salariéEs qui vont rester sur le carreau en juin 2018, cela sans compter les intérimaires. Il faut y ajouter le sous-traitant Prima et ses 50 CDI, lui aussi situé à Amiens, et produisant exclusivement pour le site Whirlpool.

Face aux blablas de la direction et du gouvernement...

La direction annonce dans un communiqué qu'elle « *engagera les ressources nécessaires pour rechercher des solutions appropriées pour les salariés* », en clair l'application de la loi par des propositions de reclassement, ainsi que pour « *la réindustrialisation du site* ». Sitôt l'annonce faite, le gouvernement a convoqué une réunion jeudi dernier à Matignon avec les élus locaux, d'où, à peine la réception finie, on comprenait qu'il en ressortirait très peu, si ce n'est un « *plan particulier pour Amiens* » et une fenêtre d'exposition pour deux secrétaires d'État, régionales de l'étape puisque ex-députée de la Somme et future candidate. Et les élus locaux de droite de dénoncer une fermeture « *fondée sur la rentabilité financière* ». Pour le gouvernement en tout cas, l'enjeu n'est pas la sauvegarde des emplois, on s'en doutait, mais de « *faire respecter le droit et donner un avenir industriel à ce site* »... ou d'essayer de faire cracher un peu d'indemnité supra légale à Whirlpool, et quelques billets pour la revitalisation. Histoire de pouvoir dire que les salariéEs n'ont pas été abandonnés...

Une riposte des salariéEs reste à construire

Les pouvoirs publics ne sont pas très sereins. En témoigne l'empressement à la réunionite aussi bien localement que dans les ministères. Car la lutte des Goodyear est dans toutes les têtes et l'exaspération sociale à son comble, dans une ville ancienne place forte textile et industrielle et une ex-région picarde qui en est à son quatrième PSE d'ampleur en un an : l'abattoir Bigard, les usines NLMK et Pentair de Beautor et Ham. Justement, du côté des salariéEs, il faut espérer une réponse à la hauteur, un élu CFDT devant la presse disant de façon ironique que « *si l'on en reste à de simples débrayages ça sera beau* ». Ils auront en tout cas besoin de tout le soutien nécessaire pour que se crée autour d'elles et eux plus qu'une simple solidarité, les politiques ayant déjà décidé pour eux qu'il fallait être « *raisonnable* »...

Correspondant

Après l'annulation d'un premier CE extraordinaire, c'est finalement mardi 24 janvier que la fermeture du site Whirlpool d'Amiens a été annoncée. Le 1^{er} juin 2018, le site aura fermé ses portes, après une baisse de l'activité qui commencera au printemps si les plans de la direction « *Europe-Moyen-Orient-Afrique* » du groupe vont jusqu'au bout.



Sortie d'usine à Amiens. DR

DPD MAUGUIO (34) Licencié pour 3 minutes de retard dans la livraison d'un colis!

Un chauffeur-livreur du site DPD de Mauguio s'est vu notifier son licenciement immédiat le 13 décembre 2016.

Le salarié a livré un colis « *predict* », dont l'heure de livraison est annoncée précisément, avec « *deux à trois minutes* » de retard. Licencié pour faute grave, sans aucune indemnité... DPD Group est une marque de GeoPost, une holding internationale du groupe La Poste dédiée à la livraison de colis aux particuliers et aux entreprises. « *Avec le BtoC (Business to Customer - de l'entreprise au consommateur), le dernier kilomètre devient l'aspect le plus important* », soulignait en juillet 2016 le président de GeoGroup Paul-Marie Chavanne. « *Il faut faire preuve d'imagination pour pouvoir garantir un succès, ou le meilleur succès possible, de la livraison!* »



Toujours plus vite, toujours plus exploité... DR

Exploité, sous pression, jusqu'à l'accident...

Au plan national, depuis 2014, DPD a connu 19 accidents du travail, 87 licenciements, 39 démissions et plus d'une vingtaine de ruptures conventionnelles, sur un total de 1500 salariés. À Mauguio, la moitié des salariéEs est remplacée par de la sous-traitance. L'activité augmente, et il ne reste que six chauffeurs-livreurs qui doivent traiter de 80 à 200 colis à livrer dans la même journée, travaillant jusqu'à 60-70 heures par semaine avec des camions en surcharge et en très mauvais état.

Ainsi, en janvier 2015, un chauffeur-livreur a été victime d'un grave accident du travail. « *On n'a pas toujours les outils pour manipuler les colis, (...) mon dos a lâché en deux parties, et aujourd'hui, j'ai une paralysie complète du bas de la jambe et définitive. (...) Mon employeur a refusé de me déclarer un accident de travail jusqu'à ce que le médecin du travail, un mois après, intervienne* ». Aujourd'hui, il est en passe d'être licencié. Et plusieurs procédures sont engagées aux prud'hommes.

Robert Pelletier**SAMU 33 EN GRÈVE**
Nos vies valent plus que les profits!

Autour du brasero, la lutte pour le service public de santé continue. DR

Depuis le 10 janvier, les ARM du Samu Bordeaux (auxiliaires de régulation médicales, dont le travail est de répondre aux appels d'urgence passés au 15) sont en grève.

Celles-ci refusent la réorganisation que la direction veut leur imposer, et exigent huit postes supplémentaires pour faire face à l'augmentation de leur charge de travail et assurer la sécurité des personnes qui appellent pour des urgences. Elles exigent aussi la reconstitution d'équipes fixes de jour et de nuit. En fin d'année 2016 déjà, c'étaient les ambulanciers du Samu qui avaient dû faire grève dix jours pour obtenir deux postes. Puis, en novembre, les infirmiers anesthésistes de ce même service avaient pris le relais, et obtenu eux aussi deux postes après quinze jours de grève. Des mobilisations contagieuses, qui ont donné confiance aux ARM confrontées elles aussi à une importante dégradation de leurs conditions de travail et qui cumulent des heures supplémentaires qu'elles ne peuvent récupérer. Ces collègues n'ont aucun droit à l'erreur, leur responsabilité est en permanence engagée : des vies dépendent de la possibilité de faire correctement leur travail, et elles ne peuvent accepter la dégradation du service qu'elles rendent : alors que la règle veut que toute personne qui appelle le 15 ait un interlocuteur qui décroche en moins d'une minute (ce qui est déjà long en cas d'urgence), les grévistes dénoncent des temps d'attente qui ont pu être dans certains cas de 10 minutes!

La grève dure

Depuis trois semaines, ces salariéEs occupent tous les matins le rond-point devant l'hôpital Pellegrin, comme l'avaient fait avant elles les ambulanciers et les infirmiers anesthésistes. Elles y tiennent leurs AG autour des braseros, soutenues par les syndicats SUD et CGT, et ont reçu le soutien de nombreux salariéEs (de l'hôpital et d'ailleurs), et de nombreux militantEs dont ceux du comité de lutte issu de la mobilisation contre la loi travail. Et la CGT Ford et Philippe Poutou ont profité d'une rencontre avec le préfet pour transmettre une demande de rendez-vous des grévistes... Les ARM en grève ont gagné la bataille de l'opinion en rendant leur combat public, et la direction (qui joue la montre) vient de commencer à lâcher six postes, plus un sur un an pour rendre les heures supplémentaires. Mais la grève continue car pour les ARM, le compte n'y est pas, tant sur les postes que sur les roulements... Et déjà, elles encouragent les autres salariéEs de l'hôpital à s'engouffrer dans la brèche et cherchent à qui elles vont pouvoir « *passer les clés du rond-point* »...

Correspondante

consentement individuel des salariéEs reste requis, la CGT Cheminots qualifie ce changement de « *passage en force* ». La SNCF prévoit également 2000 suppressions de postes cette année, alors qu'il en a déjà été supprimés plus de 3000 en 2016. Sur dix ans, ce sont donc 25 000 emplois de cheminotEs qui ont été supprimés pendant que la direction développe la précarité par le biais de CDD, de contrats intérimaires et développe la sous-traitance.

Mise en danger et répression

Depuis la rentrée de septembre dernier, la direction a poursuivi ses attaques, chantier par chantier, qui remettent en cause le service public, et cela à tous les niveaux de l'entreprise : casse des métiers, fermetures de lignes, de guichets, suppression de trains un

peu partout, sans oublier la mise en service d'autocars et surtout la mise en route de la nouvelle réglementation du travail qui a déjà permis à l'entreprise de supprimer des postes. La période est encore marquée par des accidents mortels comme à Nancy, en gare d'Austerlitz ou encore dernièrement sur le triage d'Achères. La dégradation des conditions de travail et du service public rendu aux usagerEs trouve également son origine dans l'externalisation de certaines tâches, et l'utilisation massive de la sous-traitance. Mais plutôt que de répondre aux revendications, la direction revancharde amplifie la répression à l'encontre notamment des grévistes du printemps dernier, au moment de la lutte contre la suppression de la réglementation du travail « *RH 0077* ».

Des victoires locales à la lutte nationale

Ces derniers mois, les cheminotEs ne sont pas restés spectatrices ou spectateurs. Il y a eu beaucoup de luttes à l'échelle locale ou régionale : pour des embauches, pour s'opposer à la suppression des contrôleurEs, à la fermeture des ateliers de Périgueux ou de Béziers ou encore au fichage d'agents, comme en gare de Saint-Lazare. Et souvent avec un certain succès, car les cheminotEs peuvent remporter des victoires sur ces batailles locales. Mais une fois de plus, pour éviter l'isolement et gagner, les cheminotEs doivent s'organiser pour faire converger les luttes locales afin de mener une bataille toutes et tous ensemble.

Correspondant

La gare du Nord en pleine grève contre la loi travail en juin dernier... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

ROYAUME-UNI**Brexit: pas de long fleuve tranquille pour Theresa May**

La rapidité avec laquelle la Première ministre britannique Theresa May a cherché à rencontrer Donald Trump – elle a été la première cheffe de gouvernement à être reçue par le nouveau président – avec dans la foulée, une rencontre avec Erdogan (!), montre la détermination avec laquelle elle a l'intention de mener sa nouvelle politique internationale, suite à la décision d'opter pour un Brexit « dur »...

Néanmoins, la mise en place de cette politique n'est pas assurée d'être sans difficultés. Le premier problème pour le gouvernement May, après un Brexit, comportant la sortie du marché unique et de l'union douanière, sera la négociation de nouveaux accords commerciaux avec l'Union européenne et des accords bilatéraux avec tous les autres pays du monde.



Margaret Thatcher et Donald Reagan... DR

C'est dans le but de renforcer les liens économiques et militaires avec le pays qui importe le plus de produits du Royaume-Uni que Theresa May s'est précipitée chez Trump. Mais malgré les déclarations d'amitié envers son invitée – qu'il aurait surnommé en privé « Ma petite Maggie » – Trump, déguisé en Ronald Reagan ou pas, reste un allié peu fiable. Lors de la conférence de presse, May a fait dire à Trump qu'il était « 100% derrière l'Otan », une organisation que Trump avait pourtant qualifié un peu plus tôt d'« obsolète ». Par ailleurs, les États-Unis, première puissance du monde, dépendent, eux, bien moins des échanges commerciaux avec le Royaume-Uni, et le « deal » que Trump souhaite négocier sera forcément en faveur du plus fort...

Pendant plusieurs jours, après le décret sur l'interdiction d'entrée des musulmans sur le sol américain, Theresa May a refusé de critiquer Trump de crainte de l'offusquer. C'est uniquement après le tollé en Grande-Bretagne qu'elle a fait part d'une bien timide critique par la voix d'un porte-parole. Et pour amadouer Trump, une visite en Angleterre et une rencontre avec la Reine ont été proposées dans un temps record, ce qui commence déjà à poser d'énormes problèmes pour May...

Mobilisation(s) contre le racisme

En effet, une pétition contre la venue de Trump a dépassé le million de signatures deux jours seulement après son lancement. Dès le lundi 30 janvier, des milliers de personnes ont manifesté en Grande-Bretagne contre Trump et la fermeture des frontières aux musulmans. Des manifestations dans des dizaines d'autres villes étaient aussi prévues dans la semaine. Ces mobilisations s'ajoutent à l'énorme manifestation (100 000) à Londres, une des plus grandes en dehors des USA, le 21 janvier dernier.

Depuis des années, mais plus particulièrement pendant la campagne pour le référendum sur le Brexit, la droite, l'extrême droite de UKIP et la presse tabloïde réactionnaire ont mené une campagne violemment raciste et nationaliste contre les migrants de l'Union européenne et d'au-delà. Et ces dernières semaines, sous la pression de la droite du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, le dirigeant du parti, d'habitude très ferme sur la question, a commencé à faire des concessions au discours sur le contrôle de l'immigration.

Il est à espérer que la remontée des luttes dans les transports à l'occasion des fêtes de Noël dernier et les manifestations de ces derniers jours redonneront confiance à l'ensemble de la gauche politique et syndicale. Le week-end du 18-19 mars, à l'occasion de la journée internationale contre le racisme, des manifestations auront lieu à Londres, à Paris et un peu partout dans le monde. Soyons nombreuses et nombreux à reprendre les slogans des Américains et des Britanniques contre la haine et la peur: « No hate, no fear! Immigrants are welcome here! »

Ross Harrold

USA Trump: fuite en avant, provocations et racisme

Face à son impopularité, à l'hostilité, aux inquiétudes, à la colère qu'il génère, Trump n'a d'autre réponse que la fuite en avant, les surenchères et les provocations pour tenter d'affirmer son autorité.

Le néo-président cherche ainsi à subjuguer l'opinion, générer la peur, faire oublier son allégeance à Wall Street, mais il suscite en fait une nouvelle vague de manifestations et de contestation.

Racisme institutionnel

Après avoir signé le décret ouvrant la voie à la construction d'un mur tout le long des 3100 km de frontière entre les États-Unis et le Mexique – dont plus d'un millier de kilomètres sont déjà dotés (de manière discontinue) de barrières, clôtures et murs, érigés sous la présidence de Bush – Trump s'attaque à plus de 200 villes et 300 juridictions locales. Cela concerne notamment les villes de New York et Los Angeles qui revendiquent un statut de « sanctuaire » pour les migrants sans papiers, quelque 11 millions de personnes. Celles-ci ont réagi immédiatement pour dire leur détermination à empêcher les expulsions et à dénoncer l'arrogance de Trump. Ce dernier veut en prime créer 5000 postes supplémentaires de policiers



New York mobilisé contre la politique migratoire de Trump. DR

assignés à la protection des frontières en renfort des quelque 21000 actuels...

La guerre contre les victimes

Dans la foulée, vendredi dernier, Trump a décrété l'interdiction de l'entrée aux USA à tous les réfugiés, quelle que soit leur origine, pendant 120 jours (et de façon indéfinie pour les réfugiés syriens), ainsi qu'à tous les ressortissants de sept pays pendant 90 jours: Iran, Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen. Des pays qui seraient les bases arrière des « terroristes », mais l'Arabie saoudite, le Qatar ou l'Afghanistan n'en font pas partie... Les réfugiés syriens, qui ont fui par millions la guerre, mais dont seulement 18 000 ont été acceptés aux États-Unis depuis 2011, sont

interdits d'entrée jusqu'à nouvel ordre. « Je ne veux pas de terrorisme dans ce pays », a brutalement asséné Trump!

Cette mesure a soulevé une vague d'indignation aux USA et dans le monde entier. Des avocats se mobilisent, des juges se sont opposés à des interdictions d'entrer, et la constitutionnalité du décret est contestée. Trump a limogé sur le champ la responsable par intérim du département de la justice qui avait demandé à ses services de ne pas défendre le décret présidentiel, par ailleurs contesté notamment par l'État de Washington.

« Les réfugiés sont les bienvenus ! » ont scandé quelque 10 000 personnes à Manhattan. Des rassemblements spontanés de plusieurs milliers de personnes ont eu lieu

dans une demi-douzaine d'aéroports du pays, ainsi qu'à l'étranger, en particulier en Grande-Bretagne où Theresa May s'est illustrée par son alignement honteux sur Trump. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont dénoncé cette guerre faite aux personnes fuyant les guerres et les persécutions. « Les besoins des réfugiés et des migrants à travers le monde n'ont jamais été aussi grands, et le programme américain de réinstallation est l'un des plus importants du monde ». Oui, mais Trump a décidé d'en finir.

Wall Street exulte

Dans le même temps, Trump s'empresse auprès du patronat, publiant une ordonnance en vue de réduire les règles permettant d'autoriser de nouveaux projets industriels. Il se vante de réduire de 75% les procédures administratives « incroyablement lourdes, longues et horribles ». Il a rencontré les patrons de General Motors, Ford et Chrysler et leur a promis de réduire les réglementations et les impôts pour rendre l'investissement aux États-Unis encore plus rentable. Il est aussi revenu sur l'annulation de la construction des oléoducs Keystone XL et Dakota Access et a annoncé un « Moratoire sur les nouveaux traités multilatéraux » et la révision de tous les traités existants...

Wall Street est aux anges, le Down Jones poursuit sa progression au-delà de la barre historique des 20 000... Les financiers ont bien compris que Trump était à leur service, contre les travailleurs et les peuples. Peut-être ont-ils oublié que ces derniers étaient capables de réactions vives et imprévisibles.

Yvan Lemaître

ISRAËL PALESTINE**Trump-Netanyahou, l'alliance criminelle**

Les manifestations qui éclatent un peu partout pour protester contre le décret anti-immigration et l'interdiction d'entrée aux USA pour les ressortissants de sept pays du Moyen-Orient, ne doivent pas nous faire oublier les nouvelles attaques qui se préparent contre le peuple palestinien.

Un mois à peine après avoir permis par son abstention l'adoption par l'assemblée générale des Nations unies de la résolution 2334 condamnant Israël pour sa politique de colonisation, l'administration américaine désormais trumpisée réaffirme l'alignement inconditionnel et traditionnel des USA sur la politique de Tel Aviv. Visiblement très pressé d'être adoubé par Trump, Netanyahou – invité en février aux USA – peut s'enorgueillir d'avoir été le premier chef d'État à s'entretenir avec le docteur Folamour qui siège désormais à la Maison Blanche...

Les murs de la honte

Alors que le projet de construction d'un mur de séparation avec le Mexique fait un tollé dans la communauté latino et dans la plupart des pays d'Amérique latine, « Bibi » aura été le seul à féliciter Trump, qualifiant celui-ci de « très bonne idée ». Il faut dire qu'en matière de barbelés et de murs de séparation, les dirigeants israéliens sont passés maîtres incontestés. Dans un tweet, Netanyahou rappelle qu'il a « construit un mur le long de la frontière sud d'Israël, cela a totalement arrêté l'immigration clandestine ». Exigeant des excuses d'Israël, le gouvernement mexicain a tenu à exprimer « sa profonde surprise



et sa réprobation» devant cette prise de position.

Le transfert de l'ambassade US à Jérusalem ?

À l'occasion de sa campagne électorale, Trump avait promis de reconnaître Jérusalem comme « capitale indivisible de l'État d'Israël », provoquant une réaction de John Kerry prédisant « une explosion absolue dans toute la région » en cas de mise en

œuvre d'une telle décision. Rappelons que selon l'ONU, Jérusalem est une « ville occupée » et qu'en aucun cas, il ne serait acceptable d'en concéder la souveraineté à Israël.

Le renforcement de la colonisation en Palestine occupée

Trois jours après l'intronisation de Trump, le gouvernement sioniste, en dépit de la résolution 2334 votée à l'ONU le 26 décembre, annonce

la construction de 3000 logements en Cisjordanie. « Nous sommes en face d'une chance formidable pour la sécurité et l'avenir d'Israël », a ainsi affirmé le Premier ministre israélien...

L'incroyable silence de l'Autorité palestinienne

Après avoir salué chaleureusement l'intronisation de Donald Trump pour ne pas froisser la nouvelle administration, l'Autorité palestinienne continue à faire la politique de l'autruche. Tétanisée par la hantise du transfert de l'ambassade US à Jérusalem qui mettrait fin, de fait, à sa politique de collaboration et pourrait ouvrir la voie à une nouvelle Intifada, sa légitimité est plus que jamais mise en cause.

Développer la campagne BDS, isoler Trump et son valet Bibi

Il faut se saisir du rejet massif de la politique de Trump qui s'exprime dans les multiples manifestations de rue. L'enjeu est de remettre aussi le soutien aux justes revendications du peuple palestinien au cœur de ce mouvement. La campagne permanente de BDS rencontre un grand succès international, renforcé par la légitimité qui lui est donnée par la dernière résolution de l'ONU. C'est le moment d'avancer.

Alain Pajolat

Essai

Rouge, histoire d'une couleur, Michel Pastoureau

Seuil, 2016, 39 euros

L'historien Michel Pastoureau s'est lancé dans une aventure ambitieuse et originale : faire l'histoire des couleurs. Après des livres consacrés au bleu, au noir puis au vert, est venu le tour du rouge. Rouge, une couleur incontournable pour ce journal.

Il s'agit d'un beau livre, avec une iconographie abondante et une qualité d'impression excellente. À travers cet ouvrage, on retrace l'histoire de l'humanité, puisque l'on commence avec les premières peintures murales des cavernes (celles de la grotte Chauvet ont plus de 30000 ans) pour arriver au drapeau rouge du mouvement ouvrier... L'histoire du rouge, c'est aussi l'histoire des techniques. La teinture en particulier, dont les progrès techniques participeront à l'apparition de tissus colorés pour les vêtements, ou pour la peinture.

Durant des millénaires, le rouge a été quasiment la seule couleur à être utilisée. En Égypte près d'un millénaire avant notre ère, le rouge incarne souvent une dimension négative, « c'est non seulement la couleur du désert brûlé par le soleil mais aussi celle des peuples qui y habitent, ou qui en viennent, tous ennemis des Égyptiens : elle est signe de violence de guerre et de destruction ».

Les civilisations chrétiennes donnent au rouge une nouvelle dimension : celle du sang du christ. Et cela explique la croix rouge des croisés. Au Moyen Âge, la couleur rouge devient celle du pouvoir. Ainsi les cardinaux se vêtissent entièrement de rouge. À la même période, le rouge signifie aussi l'amour, mais son usage est très codifié. Ainsi, le rouge à lèvres est proscrit : « c'est une abomination qui transforme les femmes en sorcières ou en prostituées ».

Pour les chrétiens, au 13^e siècle, lorsque le système des sept péchés capitaux est mis en place, le rouge est lié à l'orgueil, la colère, la luxure et la goinfrerie. L'auteur constate que « la pellette du vice est à forte dominante rouge ».

Lors de la réforme protestante, le rouge est mis à l'écart, car il apparaissait comme trop voyant, coûteux. Il est alors considéré comme indécent, immoral, voire dépravé.

Le drapeau rouge

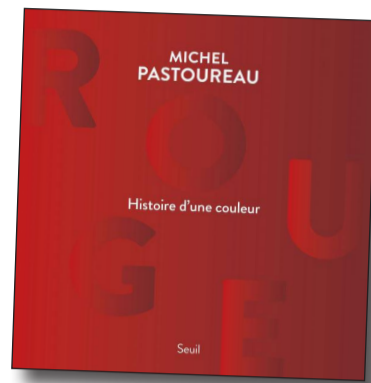
À la fin du 18^e siècle, en France, le rouge prend une nouvelle signification. Celle-ci est désormais politique. Et l'auteur de constater l'ampleur du

phénomène : « Jamais au cours de l'histoire une couleur n'avait incarné à ce point un courant idéologique, pas même dans la Rome impériale ni dans la Byzance du haut Moyen Âge, lorsque le bleu et le vert emblématisaient des fractions politiques particulièrement agitées. »

Au départ, le drapeau rouge a une fonction d'avertissement : il signifie un danger et servira ensuite à ordonner à la population à se disperser lors des rassemblements. Le 17 juillet 1791, la garde nationale tire sur la population rassemblée

sur le Champ-de-Mars. Le drapeau rouge avait été hissé, il deviendra l'emblème du peuple en révolte, sa couleur devenant celle du sang des « martyrs de la révolution ». À ce drapeau s'adjoint aussi le bonnet rouge (bonnet phrygien), symbole de l'affranchissement contre les despotes.

Au 19^e siècle, en France, le drapeau rouge réapparaît au rythme des mouvements révolutionnaires (juillet 1830 à Paris, 1831 à Lyon chez les Canuts, La Commune de Paris en 1871...). En 1848, lorsque le roi Louis-Philippe est



chassé, il manque de peu de devenir le drapeau national. À la fin du 19^e siècle, il est devenu le symbole des révolutionnaires et des socialistes partout en Europe, devenant celui du 1^{er} Mai après la création de la « fête internationale des travailleurs ». En 1917, il devient le drapeau officiel de l'URSS. Bref, un ouvrage érudit et foisonnant. L'auteur devrait continuer son aventure avec un livre sur le jaune, ce qui provoque un peu moins d'enthousiasme...

Pierre Baton Rouge

Essai

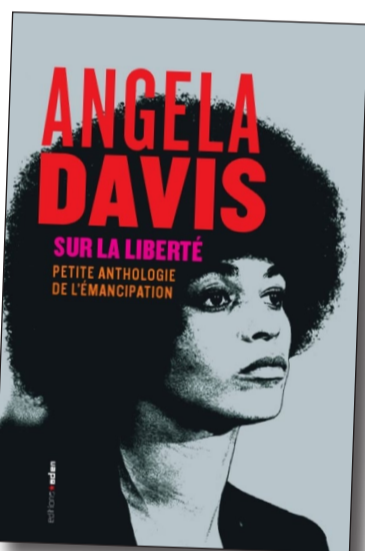
Sur la liberté. Petite anthologie de l'émancipation, Angela Davis

Aden, 2016, 10 euros

C'est le premier volume d'une anthologie de la militante et philosophe américaine, ex membre du PC, qui s'y définit comme « femme noire qui s'identifie aux luttes de la classe ouvrière ». Composé de textes, conférences et interviews inédits des années 1970 à 2013, il a comme sujet principal l'émancipation, autour du problème du viol, du système carcéral et à travers le livre *Vie de Frederick Douglass, esclave américain*.

Car toutes les oppressions l'interrogent. Elle montre, par exemple, les limites du mouvement contre le viol aux États-Unis qui, dans les années 1970, n'a pas pu intégrer les femmes de couleur les plus pauvres et conclut : « La violence sexuelle ne sera jamais éradiquée tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas réussi à mettre sur pied un ensemble de transformations sociales radicales dans notre société. »

Elle dénonce aussi un système carcéral privatisé et, devenu « complexe carcero-industriel » dont « la race et la classe, plutôt que la criminalité,



sont les véritables causes de la surpopulation ».

« L'esclave et sa marche vers la liberté » est un cours de littérature donné à l'université juste avant d'être emprisonnée pour son soutien aux « Frères de Soledad » (des militants du Black Power). C'est une démonstration dialectique de ce qui conduit l'esclave à

la liberté puis à la libération. À travers l'autobiographie de l'esclave Frederick Douglass – dont Angela Davis pense qu'elle est aussi importante que la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb pour les opprimés du monde entier –, elle montre que la liberté commence quand l'esclave, bien que dominé, comprend et souffre de sa domination, ce qui lui donne la force de dire non et de se rebeller, de combattre ceux, dont les partisans de la religion, qui lui disent de s'admettre comme esclave, c'est-à-dire de se nier comme être humain. Et par la même occasion, on découvre que l'esclave, le non-humain, est précisément le dompteur d'esclaves, transformé en un être abêti et inhumain pour priver l'esclave de sa liberté. Un extraordinaire plaidoyer pour l'émancipation ! Le livre se termine par une interview où elle réalise combien le monde a reculé depuis ces luttes des années 1970, mais combien aussi la classe ouvrière est plus diverse, et à quel point « de nombreuses questions, comme les droits reproductifs, l'égalité des salaires, le harcèlement sexuel, etc., qui étaient historiquement considérées comme de "stricts problèmes de femmes", dans les nouvelles conditions actuelles, devaient être reconnus comme les problèmes de la classe ouvrière ». Des écrits libérateurs.

Mónica Casanova

Roman

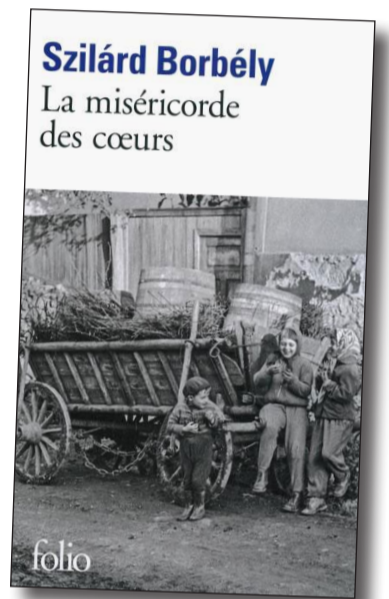
La miséricorde des cœurs, Szilárd Borbély

Folio, 2016 (réédition), 7,70 euros

En hongrois, cet unique roman de Szilárd Borbély porte un titre plus explicite : *les Dépossédés*. Il se déroule dans un village de l'est de la Hongrie à la fin des années 1960, à proximité de la frontière roumaine. Son sujet est fondamentalement la pauvreté et l'isolement de la campagne hongroise. Le village est vu par les yeux d'un enfant de sept ans. Par de multiples notations, l'auteur décrit précisément les conditions d'existence d'une famille paysanne pauvre, mais aussi la routine, la grossièreté et la brutalité de la vie du village dominé par les « nouveaux seigneurs », les dirigeants du kolkhoze. Mais il y a bien plus misérable que les paysans hongrois : les Tsiganes, méprisés, tenus à l'écart, et qui retirent leur cha- peau avant de parler à un Hongrois, même à un gosse. D'ailleurs, l'habitude est d'appeler les chiens Tsigane. Les Juifs, il n'y en a plus, sauf un (ce qui n'empêche pas l'antisémitisme de s'exprimer en permanence...) : cet unique survivant de la déportation n'a pas osé demander où était passé tout ce qui avait été pillé dans sa maison par les villageois entraînés par les membres des Croix-fléchées (les nazis hongrois). La famille du narrateur est pauvre comme les autres mais surtout marginale parce que, bien qu'ils n'aient plus rien, la mère est la fille d'un koulak. Pour ne rien arranger, le père, qui perd tous les postes qu'il peut obtenir, serait en fait le fils de ce seul Juif survivant. Le livre se déroule entièrement dans le village, mais il tord souvent le cou à la chronologie. Il exhale une immense tristesse. L'enfant aime les nombres premiers car ils sont seuls : ils ne se divisent que par eux-mêmes.

Ce roman a eu un grand succès en Hongrie. L'auteur l'a écrit après la mort violente de ses parents (qui vivaient toujours au village) et un procès interminable et insupportable pour lui. Il s'est suicidé en 2014... Dans une interview de 2013, année de la parution du livre, l'auteur soulignait que si la campagne hongroise a changé, le désespoir des paysans restent le même, ils restent des laissés pour compte, précisant même que si lui a pu s'en sortir et faire des études, il n'est pas certain que ce serait possible dans la Hongrie actuelle.

Henri Wilno



Théâtre

La formule du bonheur, Rainer Sievert

Du 7 au 12 février au Théâtre de l'Épée de bois (Cartoucherie – Paris 12^e)

À l'automne 2006, la dernière grande forge de Nouzonville, les Ateliers Thomé-Génot, dans la vallée de la Meuse, est liquidée après avoir été reprise par un fonds de pension américain. Une fonderie parmi une quarantaine qui structurait toute la vie d'une vallée jusqu'au milieu des années 1970, avec la perte d'un millier d'emplois étalée sur quinze ans. Cinq ou six générations d'ouvriers s'y sont succédé. Après avoir racheté l'entreprise pour un euro symbolique, un fonds de pension américain pille les machines, le savoir-faire, les



brevets, la trésorerie... avant de la liquider. L'entreprise ne comptait plus que 280 salariéEs qui obtiendront une condamnation des repreneurs en septembre 2009, mais les dirigeants condamnés étaient depuis longtemps réfugiés aux États-Unis. Et leur extradition demandée sans succès.

Dans *Silence dans la vallée*, issue d'une série documentaire consacrée au monde du travail avec *300 jours de colère*, les *Prolos* et *Femmes précaires*, Marcel Trillat a montré le désarroi d'une collectivité dépassée par la mondialisation, la financiarisation du capital et les restructurations qu'elles engendrent.

Dans sa pièce, Rainer Sievert nous aide à comprendre ce qui s'est passé. Le désespoir du chef d'entreprise

historique qui tente de sauver l'entreprise, les manœuvres du repreneur... Et la disparition de l'entreprise, emportée par le tourbillon de la mondialisation et des rapaces qu'elle engendre. Une histoire malheureusement ordinaire que l'auteur de la pièce a choisi de raconter en mêlant ironie et tragédie. Mais aussi une bonne façon de montrer que « la crise », « la mondialisation » ne sont pas des fatalités, des catastrophes « naturelles », mais des batailles économiques, sociales, qui sont menées par des hommes, des femmes, des classes sociales. Et dont l'issue n'est donc pas inéluctable...

Robert Pelletier

Plus d'informations et réservations : <http://www.epeedebois.com/un-spectacle/la-formule-du-bonheur>

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

USA «UNE CONVERGENCE STABLE ET LARGE RESTE À CONSTRUIRE»

Entretien. Rédacteur à la revue anticapitaliste étasunienne *Against the current*, **David Finkel** revient sur le grand mouvement contre Trump qui traverse le pays, en particulier avec les grandes manifestations du samedi 21 janvier dernier.

Comment sont reçues de façon large les premières décisions prises par le président Trump ?

Les décrets présidentiels de Trump, quatorze la première semaine, cherchent à mettre en application ses promesses de campagne et à le valoriser comme unique dirigeant qui «rendra sa grandeur à l'Amérique». Ses annonces, ses interviews et son alarmant comportement immature sont parfois déconcertants, même pour son propre état-major qui a des difficultés à en expliquer le sens ou à couvrir ses mensonges éhontés. Une nouvelle expression est entrée dans le lexique nord-américain : les «faits alternatifs»...

Certaines de ses annonces n'ont aucun sens : déplacement précipité à Jérusalem de l'ambassade des États-Unis en Israël, affirmations absurdes sur la participation lors de sa cérémonie d'investiture, et absurdités sur l'illégalité de trois millions de votes exprimés lors de l'élection. D'autres sont vicieuses mais, comme c'était prévisible, partie intégrante d'un programme visant à satisfaire les partisans des secteurs disparates de la droite extrême et religieuse : annulation de visas d'immigration, attaques massives sur le droit à l'avortement, retrait de la page web de l'EPA (Agence américaine de protection de l'environnement) sur le changement climatique, menace de réduire les fonds fédéraux des villes qui ne coopèrent pas aux coups de balai anti-immigrants, réautorisation des projets d'oléoducs Keystone XL et Dakota Access et, bien sûr, le mur infâme à la frontière.

L'opposition à la politique anti-immigrés de Trump est venue rapidement. Les maires des grandes villes des États-Unis – New York, Chicago, Portland, Los Angeles et bien d'autres – ont proclamé qu'elles continueront d'être des villes «sanctuaires» pour les immigrants, quelles que soient les représailles du gouvernement fédéral. Des manifestations ont éclaté dans tout le pays, en particulier dans les villes du Sud-Ouest, et maintenant dans les plus importants aéroports où sont retenus des réfugiés et détenteurs de carte verte des sept pays proscrits, majoritairement musulmans.

Dans sa deuxième semaine, Trump va nommer son candidat au poste vacant de la Cour suprême. Les Républicains sont déterminés à utiliser leur majorité dans cette Cour pour faire reculer l'arrêt Roe vs Wade qui légalise l'avortement, et rendre des jugements visant à affaiblir gravement les droits des travailleurs à être représentés par un syndicat. Au cours de cette première phase, la majorité des dirigeants syndicaux des États-Unis a fait montre d'une attitude attentiste et défaitiste plutôt que de rejoindre le mouvement de solidarité et de résistance. Restent à venir les propositions budgétaires républicaines qui, par des rapports initiaux, vont tester les limites extérieures de la folie économique. C'est un moment très dangereux.

Vu d'ici, ces manifestations dans tout le pays (et au-delà) auront été un moment de grande convergence de tous les mouvements contestataires étasuniens : contre Trump évidemment, mais aussi pour l'égalité des droits, l'environnement, contre les violences policières... Quelles suites cette convergence peut-elle avoir ?



La colère contre Trump, à Washington le samedi 21 janvier. DR

On peut dire que ces manifestations ont repris au niveau où le mouvement Occupy s'était arrêté. Où elles peuvent mener est une question ouverte. Il est important de reconnaître que la gauche anticapitaliste peut contribuer de façon importante à ce développement, mais ne peut en aucun cas le «diriger». Une convergence stable et large de tous les mouvements et organisations qui s'opposent à ce nouveau régime reste à construire. À ce stade, une grande variété d'activités est en marche, dont beaucoup visent à faire pression sur le Parti démocrate et ses élus pour qu'ils constituent une opposition sérieuse. Historiquement, cela a été un exercice assez infructueux. Le Parti démocrate néolibéral d'aujourd'hui peut se battre sur certaines questions, ne serait-ce que pour éviter l'extinction, mais pour la plupart, les démocrates continuent à dire qu'ils vont chercher à travailler avec Trump quand ils le peuvent «pour réunir l'Amérique»...

À l'échelle locale, des coalitions non partisans pour lutter contre le trumpisme se sont développées. Elles ne se concentrent pas sur les Démocrates, mais sur un nouvel espace de résistance indépendant. Nous espérons construire sur ces modèles alors que le règne de Trump deviendra plus dur et que les démocrates décevront de plus en plus ceux qui les poussent à diriger.

Le mouvement doit être prêt à défendre ses secteurs les plus vulnérables. Ainsi, des menaces existent d'«enquêtes» sur Black Lives Matter, à la manière de McCarthy. Les immigrants sans papiers sont confrontés à des perspectives terrifiantes. Dans le même temps, la partie de la classe ouvrière blanche qui est la base électorale de Trump, va être sauvagement frappée par la destruction à venir de l'assurance maladie, de la sécurité sociale et de Medicare. Le mouvement anti-Trump doit avoir un message à leur adresser afin qu'ils ne tombent pas plus encore dans les illusions racistes. Là encore, la timidité et la désorganisation du mouvement syndical est un obstacle majeur. Les syndicats de la construction, par exemple, soutiennent les politiques écicides des gazoducs de Trump, et certains travailleurs croient au mythe selon lequel le protectionnisme «ramènera des industries et des emplois américains»...

Du strict point de vue du mouvement contre Trump, quelles perspectives de mobilisation ?

Il y a une large variété d'activités, plus que de «perspectives» cohérentes. Tous les mardis, il doit y avoir des activités pour l'essentiel de lobbying formel ou informel du Congrès. Au

niveau national, une importante mobilisation environnementale est prévue le 29 avril (à Washington DC et peut-être sur la côte ouest). Furieux contre les attaques contre leur droit d'informer le public, les scientifiques travaillant pour le gouvernement fédéral prévoient une Marche pour la science, la date restant à déterminer. Quelque chose est prévu pour le 15 avril, jour où les impôts sur le revenu sont dus, surtout par rapport au refus de Trump de divulguer ses déclarations de revenus comme tous les autres présidents. Et la Marche annuelle des fiertés en juin sera nettement plus importante. Il serait aussi logique – bien que nous ne le sachions pas encore – que les mobilisations massives pour les droits des immigrés menées par les Latinos il y a dix ans reprennent vers le 1^{er} mai. Comme une grande partie de ce que fait Trump est imprévisible, il faut attendre l'inattendu, à la fois en position d'attaques et de résistance.

Un point qui mérite d'être mentionné, la plupart des médias bourgeois étant plus opposés à Trump qu'à aucun des précédents présidents, tous les scandales seront déterrés. Les implications ne peuvent pas être connues à l'avance. Les spéculations abondent déjà sur le moment où l'élite dirigeante entrera en collision avec Trump et décidera qu'il est un obstacle à la grandeur qu'ils cherchent pour leur pays.

La campagne de Sanders lors de la primaire démocrate aura été un fort catalyseur d'une radicalité «à gauche». Où en est ce mouvement

aujourd'hui du point de vue de ses perspectives politiques ?

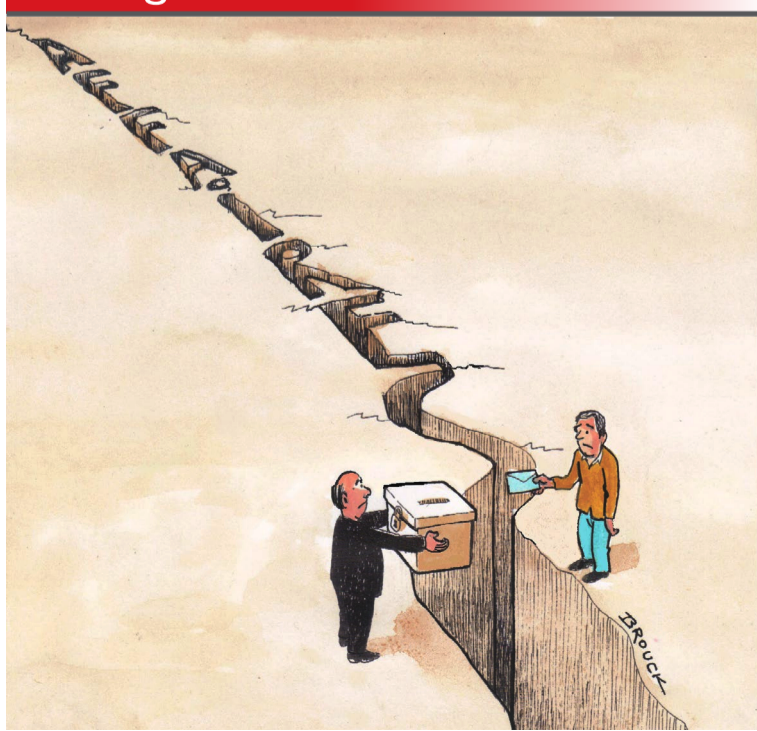
De façon prévisible, une grande partie de la base de Sanders a été intégrée à la campagne de Clinton. Malheureusement, la campagne du Green Party, avec Jill Stein et Ajamu Baraka, n'a pas fait une percée importante, ne recueillant qu'environ 1% des voix. Dans le sillage de l'élection, Bernie Sanders a lancé son organisation Our revolution (Notre révolution) qui tente de réformer le Parti démocrate comme force progressiste populiste. Il y a un certain désarroi parmi ses partisans face à cette perspective restrictive, et certains membres de l'équipe de Bernie ont démissionné, opposant de vives critiques publiques au maintien dans le Parti démocrate. Mais la plupart des partisans de Sanders, comme la majorité de ceux qui sont sortis dans les rues le 21 janvier, tentent de pousser les Démocrates à résister et à lutter contre Trump.

En ce qui concerne la gauche, le fait que Bernie Sanders a popularisé l'idée de socialisme, suivi du choc des élections, a galvanisé une couche de personnes vers la politique socialiste. En premier lieu, les Socialistes démocratiques d'Amérique (Democratic Socialists of America, DSA) – qui ressemble le plus à une formation social-démocrate traditionnelle aux États-Unis depuis la division du Parti socialiste au début des années 1970 – a vu un afflux de milliers de nouveaux membres. Ils sont passés de 7 000 à 14 000 membres en quelques mois. Après des années de stagnation, DSA est soudainement un espace de politique de gauche qui ne peut être négligé. À une échelle beaucoup plus réduite, les organisations de la gauche révolutionnaire, y compris Solidarity, se sont également renforcées. Le test pour toute la gauche anticapitaliste et révolutionnaire sera de savoir comment répondre (sans prétensions de «leadership» d'avant-garde) aux centaines de milliers de personnes horrifiées par la montée en puissance de Trump et de l'aile droite de la suprématie blanche, et à ceux d'entre eux attirés par les idées de gauche et socialistes.

Propos recueillis par Penny Duggan et traduit par Laurent Duvin

Version longue sur le site du NPA

L'image de la semaine



Vu ailleurs



VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, UNE «TRADITION» RUSSE...

Véritable fléau en Russie, la violence domestique est en passe d'être dépenalisée. La Douma a adopté mercredi en seconde lecture un texte qui commue en peine administrative les violences physiques au sein de la famille, entre proches – parents, enfants naturels ou adoptés, conjoints, concubins, grands-parents, frères ou sœurs –, si les coups ne laissent pas de séquelles et sont portés pour la première fois. La punition s'éleva à une amende de 30 000 roubles (464 euros). Seule une récidive sera jugée au pénal. La députée du parti Russie Unie, Olga Batalina, l'une des quatre femmes qui ont porté le projet au Parlement, insiste que «les gens sont objectivement indignés par le fait que les coups ne laissent pas de la famille, des coups infligés à des proches, sont considérés comme des crimes, alors que la même chose se passe dans la rue et ce n'est qu'un délit administratif». Elle reprend mot pour mot l'argument formulé par l'auteure et marraine de cette loi, la sénatrice Elena Mizoulina, qui s'est personnellement battue, durant des mois, pour que l'article 116 du Code pénal russe, «Coups», soit purgé des termes «à l'égard de parents proches». (...) Mizoulina est connue du public pour des propos misogynes et une activité législative généralement réactionnaire : de la protection des mineurs contre la «propagande homosexuelle» à la pénalisation de l'atteinte aux sentiments des croyants ; elle a également proposé à plusieurs reprises des mesures pour limiter le droit de pratiquer et d'accéder à l'avortement. Même si l'amendement a finalement été voté par une majorité écrasante en première et deuxième lectures, les débats préliminaires ont été houleux, même à la Douma. (...) Selon le Centre national contre la violence familiale, plus de 650 000 femmes sont battues chaque année par leurs maris ou un proche, invariablement depuis 1995, tandis qu'une femme meurt toutes les 63 minutes dans des violences domestiques. (...)

«En Russie, les violences domestiques dépenalisées au nom des "traditions nationales"», Veronika Dorman, *Liberation*, 26 janvier 2017.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER : Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
Hebdo	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org